

Public Hearing

Audience publique

Commissioners / Commissaires

The Honourable / L'honorable J. Michael MacDonald,
Chair / Président

Leanne J. Fitch (Ret. Police Chief, M.O.M)

Dr. Kim Stanton

VOLUME 71

INTERPRÉTATION FRANÇAISE

Held at :

Dartmouth Hilton Hotel
101 Wyse Rd
Dartmouth, Nova Scotia
B3A 1L9

Thursday, September 15, 2022

Tenue à:

Hotel Hilton de Dartmouth
101, rue Wyse
Dartmouth, Nouvelle-Écosse
B3A 1L9

Jeudi, le 15 septembre 2022

INTERNATIONAL REPORTING INC.

www.irri.net
(800)899-0006

II Appearances / Comparutions

Ms. Emily Hill

Commission Counsel / Conseillère de la
commission

Ms. Gillian Hnatiw

Commission Counsel / Conseillère de la
commission

III
Table of Content / Table des matières

	PAGE
TABLE RONDE : ORGANISATIONS DE JUSTICE	1
Facilité par Me Emily Hill	1

IV
Exhibit List / Liste des pièces

No	DESCRIPTION	PAGE
	Aucun	

Dartmouth, Nouvelle-Écosse

--- L'audience débute le jeudi 15 septembre 2022 à 14 h 02

COMMISSAIRE FITCH: Bonjour et bienvenue.

Nous vous rejoignons de Mi'kmaki, le territoire ancestral et non cédé du peuple Mi'kmaq.

Nous nous souvenons de ceux à qui on a enlevé la vie, ceux qui ont subi des torts, leurs familles ici en Nouvelle-Écosse, au Canada, et aux États-Unis, et toutes les autres personnes touchées par les pertes massives en avril 2020 en Nouvelle-Écosse.

(PAUSE COMMÉMORATIVE)

COMMISSAIRE FITCH: Aujourd'hui, les procédures publiques sont virtuelles et feront partie de notre consultation toujours en cours avec les participants. Il s'agit de l'occasion pour les participants organisationnels qui participent au travail de la Commission de participer aux recommandations potentielles.

Aujourd'hui, ça sera des organisations de justice, notamment la B.C. Civil Liberties Association, la East Coast Prison Justice Society, et le ministère de la Justice de la Nouvelle-Écosse. Comparaitra également la Avalon Sexual Assault Centre qui va également s'exprimer pour partager un rapport en matière de travail de proximité avec des populations marginalisées.

Je demanderais maintenant à Maitres Hill et Hnatiw de commencer la séance.

--- TABLE RONDE : ORGANISATIONS DE JUSTICE

Me EMILY HILL: Merci, Madame la commissaire Fitch.

Je m'appelle Emily Hill. Je suis une des avocates de la Commission et ma collègue Gillian Hnatiw et moi-même vont animer la séance d'aujourd'hui.

Je vais commencer en disant bonjour à ceux d'entre vous qui assistez et ceux qui nous regardent sur le web. Cette consultation aujourd'hui avec les

1 participants en matière de justice font partie des procédures de phase 3 qui a comme
2 objectif d'aider les Commissaires de faire des recommandations qui aideront à assurer
3 la sécurité communautaire pour tout le monde. On va bâtir sur des discussions
4 antérieures et des thématiques qui ont été explorées, élaborées sur d'autres questions
5 cette semaine, notamment sur des questions de services de policiers. Alors,
6 j'encourage de reprendre certains propos qui avaient été discutés cette semaine pour
7 les élaborer davantage.

8 Alors, je vais faire la présentation autour de la table virtuelle et je
9 cède la parole à Gillian pour la première question. Il s'agit d'un petit groupe, alors je
10 pense qu'on va commencer chaque question en demandant à quelqu'un de lancer la
11 discussion, et là, si quelqu'un... les gens veulent se lever la main pour indiquer qu'ils
12 veulent s'exprimer, on va tenir... garder une liste, on va quand même respecter le
13 temps et s'assurer que tout le monde a l'occasion de partager leurs commentaires.

14 Alors, aujourd'hui, il y a Meghan McDermott, la directrice en
15 matière de politiques à la B.C. Civil Liberties Association, Sheila Wilderman, la
16 coprésidente de la East Coast Prison Justice Society, Harry Critchley, qui est
17 également coprésident de la East Coast Prison Justice Society, et Hayley Crichton, la
18 directrice générale de la Sécurité publique au sein du ministère de la Justice en
19 Nouvelle-Écosse.

20 Un grand merci à vous tous d'avoir participé.

21 Gillian.

22 **Me GILLIAN HNATIW:** Merci, Emily.

23 Je veux commencer en vous souhaitant la bienvenue à tout le
24 monde autour de la table virtuelle, et allons-y.

25 La première question que nous allons discuter aujourd'hui, les
26 organisations de justice, notamment la BCCLA et la East Coast Prison Justice Society
27 ont l'expérience de travail avec les personnes et les groupes marginalisés qui sont en
28 conflit avec la police ainsi qu'avec le système de justice au sens large.

1 Quels sont les liens entre l'invisibilisation et l'exclusion des groupes
2 marginalisés et les causes, contextes ou circonstances des pertes massives?

3 Pour cette question-ci, on va commencer avec Sheila. Comme
4 disait Emily il y a un instant, après cela on va faire un tour de table juste basé sur les
5 mains levées, les mains virtuelles, ou si vous êtes comme moi et vous n'arrivez pas à
6 trouver la main virtuelle, je vais chercher à voir des mains, les véritables mains à l'écran
7 aussi.

8 Alors, Sheila.

9 **Mme SHEILA WILDERMAN:** Merci. Je veux dire, d'autres et peut-
10 être tout le monde est venu parler à la Commission, à part moi. Je vais juste
11 commencer.

12 Je représente East Coast Prison Justice, tout en soulignant la perte
13 horrible et je veux exprimer mes condoléances et celles de East Coast Prison Justice
14 aux membres des familles et aux amis de ceux qui ont perdu la vie. C'est pour
15 commencer.

16 Vous m'avez... je vais vous rappeler les liens entre l'invisibilisation
17 et l'exclusion des groupes marginalisés et les causes, contextes et circonstances des
18 pertes massives.

19 Je veux juste encadrer... faire une mise en contexte de ma
20 réponse en matière des espoirs de notre coalition avec la BCCLA. Un de nos espoirs
21 est d'aider la Commission, nous espérons que la Commission va s'assurer que dans le
22 cadre de ses recommandations et son analyse de ces événements tragiques pour aider
23 à prévenir des événements semblables à l'avenir, que la Commission, par mégarde, ne
24 donne pas lieu à davantage de torts aux personnes des collectivités marginalisées.

25 Et vers cette fin, nous sommes également préoccupés de motiver
26 ce que nous espérons sera une réorientation, une reconception fondamentale des
27 priorités sur comment faire la promotion de la sécurité publique, et vraiment repenser
28 c'est quoi la sécurité publique. La sécurité publique qui parle à un public qui est inclusif

1 et une sécurité qui n'est pas par mégarde corrosive à l'endroit de la justice et de la
2 sécurité pour tout le monde.

3 Alors, voilà la mise en contexte.

4 Nous voulons chercher à éviter une intervention qui perçoit ceci
5 comme un problème de loi, de droit et d'ordre à une intervention qui est basée sur une
6 intensification en matière d'investissements dans les services policiers et ce qu'on va
7 appeler des interventions carcérales en ce qui a trait aux gens désavantagés et
8 marginalisés. Nous sommes préoccupés que cette voie-là pourrait empirer la violence
9 dans plusieurs collectivités qui se voient autochtones, noires, souffrant de handicaps,
10 LGBTQ, les femmes, que ces collectivités-là vivent précisément de la part de la police
11 ainsi que dans la collectivité au sens large.

12 Et je veux qu'on soit conscient de la surveillance constante des
13 menaces et des interférences, et parfois de la force létale qui s'ajoute à la violence
14 lente aux membres de ces collectivités, à un niveau carcéral disproportionné et à la
15 prolongation des traumatismes intergénérationnels et la déprivation, et ce qui mène à
16 une corrosion profonde de la sécurité publique en société.

17 Voilà une mise en contexte de présentation, mais je vais quand
18 même cibler une thématique clé qui a été soulevée parmi plusieurs personnes qui ont
19 comparu, cela comprend plusieurs de nos alliés et collègues dans d'autres associations
20 sans but lucratif. Cette thématique de manque de confiance de la part des gens à qui
21 vous faites référence comme invisibilisés et marginalisés, un manque de confiance
22 dans les institutions étatiques, notamment la police. C'est évidemment un fait important
23 dans l'échec des institutions étatiques de prévenir la violence qui a eu lieu lors des
24 pertes massives. Ce manque de confiance là, c'est vraiment beaucoup dans mon
25 esprit.

26 Emma Halpern parlait de ces personnes qu'elle représente,
27 Elizabeth Fry, les gens qui représentent les foyers pour femmes et les abris, et ainsi de
28 suite, on parle du manque de confiance des collectivités qui ont été assujetties à des

1 institutions étatiques et à des interventions étatiques comme des expressions et des
2 renforcements à caractère misogyne, raciste, colonialiste, et contre les personnes avec
3 handicaps, ces expressions du pouvoir étatique qui frappe de façon disproportionnée
4 ces collectivités-là.

5 Pour le dire simplement, je pense que c'est quelque chose que
6 vous avez tous entendu de façon très puissante déjà, alors j'ai pas besoin d'insister
7 trop, mais si l'État est une source de privation, en faisant référence au travail de East
8 Coast Prison Justice, notamment la privation de contacts sociaux et la capacité de vivre
9 avec sa famille et sa collectivité, si c'est comme cela que l'État a surtout affirmé sa
10 présence dans la vie des gens touchés, bon, c'est logique d'hésiter de rejoindre l'État,
11 qu'il s'agisse de bien-être social ou de protection à l'enfance, ou, dans ce cas-ci, la
12 sécurité publique, des interventions en matière de sécurité publique.

13 Pour conclure, si j'ai un instant, je vais quand même préciser
14 quelque chose, préciser mes propos en ce qui a trait aux faits. Je voudrais que la
15 Commission songe aux actions de l'auteur, non pas... c'est une chose difficile à dire,
16 mais non pas comme une forme de déviation sociale, mais quelque chose qui exprime
17 les niveaux de pouvoirs stratifiés qui existaient de façon antérieure dans nos structures
18 sociales, et ici, le pouvoir stratifié dont l'auteur a tiré parti afin d'acquérir et de dominer
19 des personnes marginalisées, notamment...

20 Un instant.

21 Les faits comme ils se sont présentés à la Commission suggèrent
22 que l'auteur a utilisé son positionnement social, son positionnement comme un homme
23 blanc, plutôt bien nanti, et avec... et non handicapé pour cultiver des relations avec la
24 police; il s'agit de relations... celles-là dont on a entendu du gendarme Wiley, comme
25 un informateur informel, et de cultiver des relations symboliques et l'alignement avec la
26 police de façons qui ont renforcé l'exercice de son pouvoir sur des personnes
27 vulnérables et marginalisées.

28 Je ne vais pas rentrer dans les détails des témoignages que vous

1 avez entendus, mais l'une des choses qui m'a frappée comme étant profondément
2 perturbantes, décevantes, c'était la façon dont l'auteur a exercé son rôle en tant que
3 denturologiste pour cultiver des relations avec des personnes pauvres, des femmes
4 pauvres, défavorisées, notamment des femmes, pour les manipuler pour l'obtention de
5 relations sexuelles, et il y d'autres exemples où l'auteur a ciblé, il y a des preuves et des
6 témoignages où il a ciblé des hommes racisés et pauvres pour les... afin de les battre.

7 Et les témoignages que j'ai vus de la part des membres de
8 communautés marginalisées, si j'ai bien lu les témoignages, c'est que l'auteur
9 comprenait que c'était des témoins jetables, des personnes jetables, des personnes qui
10 ne pourraient pas facilement rejoindre l'État pour du soutien et pour obtenir... assurer
11 leur sécurité.

12 Alors, lorsque je dis que le centre... la piste de pratiques
13 coercitives et violentes de l'auteur étaient en quelque sorte une expression de
14 certification du pouvoir de l'État, je veux... par cela je veux dire que cela dirait parti des
15 genres de torts et des formes de violence lente et rapide que la police et d'autres
16 organisations avaient assujetties, avaient... à ces populations-là au fil du temps.

17 Mon dernier point – il y a plusieurs autres personnes qui ont
18 d'autres choses importantes à dire –, c'est que ce n'est pas juste la police ou le
19 renforcement ou la reproduction du pouvoir stratifié social que j'ai compris d'avoir aliéné
20 les communautés invisibilisées et marginalisées, mais je pose les mêmes questions du
21 système de bien-être social et du Collège des denturologistes, l'instance qui émet les
22 permis pour les denturologistes qui a un mécanisme de plaintes, et les travailleurs qui
23 faisaient des renvois vers l'auteur, on ne les pas... cherché à leur parler sur ces points-
24 là ou s'ils... et si on cherche à les rejoindre, ils n'ont pas répondu. Je n'ai pas sde
25 renseignements à ce sujet, mais je suis préoccupée de la façon que le système de
26 bien-être social ou l'instance qui donne les permis aux denturologistes était
27 profondément inaccessible aux gens qui ont vécu, d'après ce que j'ai lu, des menaces
28 profondes et parfois des torts physiques de la part de l'auteur avant les événements.

1 Qu'est-ce qui aurait pu se passer si on avait rejoint ces gens-là, s'il
2 y avait eu un espace afin que les gens puissent déposer leurs préoccupations. S'il y
3 avait un niveau de confiance auprès des institutions ayant la charge de la...
4 responsable de la Sécurité publique.

5 C'était un peu long, mais je devrais dire, East Coast Prison Justice
6 travaille avec des personnes criminalisées dans le milieu carcéral, nous sommes
7 profondément préoccupés par le genre d'aliénation de déplacements qui sont
8 approfondis et évoqués par l'entremise des systèmes carcéraux étatiques.

9 On pourra en parler davantage, au fur et à mesure.

10 **Me GILLIAN HNATIW** : Merci Sheila, c'était pas long du tout, selon
11 moi, c'était... mis une bonne mise en contexte et tous les différents enjeux en ce qui a
12 trait à cette question-ci, qui soulève les dossiers actuels de la Commission. Est-ce qu'il
13 y a quelqu'un d'autre qui veut faire un commentaire sur les liens entre les expériences
14 des groupes marginalisés, certaines causes, contextes et circonstances des pertes
15 massives.

16 On nous a demandé, Harry, en fait, ils nous ont dit : N'utilisez pas
17 la main électrique, parce qu'apparemment, cela pourrait perturber le fil de diffusion,
18 alors on va utiliser les... mains à l'ancienne. Alors merci.

19 **M. HARRY CRITCHLEY**: Merci bien. Je... je... je suis... je
20 renchéris sur les propos de ce que... de Sheila, je remercie les commissaires et je
21 remercie de l'occasion de vous avoir... de pouvoir m'exprimer sur la structure des
22 services policières dans la province. C'est un grand honneur de pouvoir fournir, le fait
23 de pouvoir fournir mes expériences est très utile. Pour tous les commissaires, ça doit
24 être clair que les recommandations qui vont être le fruit de ce processus sera... où on
25 va agir... faire la mise en œuvre de façon significative.

26 Je voudrais donc faire écho aux commentaires de monsieur
27 Wildeman et je voudrais parler de comment l'auteur s'est entouré de plusieurs
28 personnes qui étaient liées à la police. Le gendarme Wally nous a dit qu'il y avait eu

1 plusieurs visites chez lui et que c'était quelqu'un qui était pro police. C'était ça la
2 perception dans la région. Et donc, on le voyait comme une source fiable
3 d'informations, une caisse de résonance de la communauté.

4 Sheila nous a parlé d'une manière assez puissante de ces aspects
5 assez troublants de la relation de l'auteur avec la police. Mais ensuite, parlons de la
6 gouvernance de la police. Le contrôle ou la supervision de l'opération, des opérations
7 policières. Que ce soit perçu comme une bonne façon d'apprendre certaines choses sur
8 la communauté et pour ensuite agir en... je trouve cela aussi troublant.

9 Étant donné de qui a été dit ici, devant la Commission sur la culture
10 policière.

11 Un aspect de cette culture est un aspect de : c'est nous contre eux.
12 La semaine dernière, j'ai parlé de la réticence de partager de l'information. Je voudrais
13 parler davantage de cela. Mais cette idée de maintenir des poteaux dans la
14 communauté me semble préoccupant comme moyen de... de... de se renseigner sur la
15 communauté.

16 Et c'est un aspect troublant de la culture générale de la police. Je
17 pense que plusieurs administrateurs, ont gardé... ont exprimé leur désir de consulter
18 les bureaux de police des conseils consultatifs. Il y a plusieurs raisons pour lesquelles
19 ces bureaux n'ont pas été perçus comme une source de surveillance de la gouvernance
20 par les communautés marginalisées, à plusieurs égards.

21 Par exemple, si je regarde le rapport du professeur Murphy et de
22 monsieur Corley (ph) il y est question d'une préoccupation que le bureau de conseil
23 consultatif ne s'était pas réuni avant, pendant un an avant l'incident du... de 2020.
24 Même si... donc... nos mécanismes... que l'on puisse permettre que cela, que cette
25 situation dure n'est pas acceptable. Et il faut assurer la police dans la province. Il faut
26 donc pouvoir... on a le pouvoir de... de prendre le contrôle d'une muni... d'une police
27 municipale. Et d'un bureau, aussi, d'un conseil consultatif. Donc, il y a des
28 préoccupations quant à la mesure dans laquelle ces mécanismes de surveillance font le

1 travail.

2 Terry Smith, pardon, monsieur Smith, du bureau de police, nous a
3 parlé de la question du... des contrôles de routine et de l'insuffisance de la réponse du
4 bureau à cet égard. Et donc, dans le contexte du comté de Colchester, on voit donc que
5 ces mécanismes de surveillance s'estompent. Et je trouve que cela érige des barrières
6 entre la communauté et la police.

7 Et je pense que l'engagement entre ces deux... ou les interactions
8 entre ces deux groupes seraient nécessaires si la police veut vraiment servir les
9 groupes qui se dit vouloir, qu'ils disent vouloir servir.

10 **Me GILLIAN HNATIW** : Est-ce qu'il y a quelqu'un qui voudrait
11 ajouter quelque chose d'autre sur cette question. Donc, sinon, je vais inviter les
12 commissaires de poser des questions, à poser des questions? Sinon, je redonnerai la
13 parole à ma collègue maitre Hill.

14 Je ne vois pas beaucoup votre langage corporel dont, mais comme
15 je ne vois pas de mains levées, je vais redonner la parole à Emily.

16 **Me EMILY HILL**: Merci Gillian. Harry nous fait... ces
17 commentaires... les commentaires d'Harry font le pont vers le prochain thème.

18 Ces barrières à l'intégration des expériences des communautés
19 marginalisées peuvent être en lien, ou peuvent être liés à la... l'atrophie des
20 mécanismes de surveillance. Il y a beaucoup été question de... depuis quelques
21 semaines, des changements qui seraient peut-être nécessaires dans la police en
22 Nouvelle-Écosse. Et donc, comme personne autochtone qui a beaucoup travaillé dans
23 ce domaine, on aimerait donc puiser dans votre expérience.

24 On vous pose donc la question, quelles sont ces barrières
25 institutionnelles au changement structurel dans la police et la Sécurité publique en
26 Nouvelle-Écosse? Le changement structurel peut être petit ou grand en ce qui a trait à
27 sa portée. Donc, maintenant, je vais donner la parole d'abord à Meghan.

28 Meghan, les barrières institutionnelles au changement structurel.

1 **Mme MEGHAN MCDERMOTT** : Merci beaucoup Emily. Je
2 m'appelle Meghan, je suis, non, pardon. C'est ça. Donc, Meghan McDermott, directrice
3 de politique pour la BCCLA, BC Civil Liberties Association. Nous avons donc une... nos
4 activités se déroulent sur tout le pays, même si notre nom comprend le mot Colombie-
5 Britannique. Donc... et nous avons entre autres essayé d'exiger des comptes aux
6 organismes publics de Nouvelle-Écosse. Merci beaucoup de la question, Emily.

7 Cette question m'invite à aborder un grand nombre d'aspects. Et je
8 crois que nos différentes réponses vont se regrouper. Étant donné les intersections
9 entre les différents aspects.

10 L'une des barrières, des principales barrières entre les citoyens et
11 les différents niveaux du gouvernement en ce qui a trait à la promotion de la Sécurité
12 publique et l'amélioration des droits ou des personnes, droits de la personne, est que le
13 gouvernement, historiquement, le gouvernement a toujours... s'en est toujours remis
14 aux services de police. C'est comme la façon traditionnelle de... de faire les choses.

15 Nous sommes encouragés par... et nous nous réjouissons de ce
16 nouveau regard sur ces façons de faire traditionnelles. On voit que, pour la première
17 fois, la province de la Colombie-Britannique aura, obtiendra une dérogation à certaines
18 dispositions de la loi sur les substances contrôlées. Donc, encore là, on parle de la
19 décriminalisation de la drogue. Il y a beaucoup de données qui indiquent les méfaits de
20 la criminalisation de ces activités. Et la dévastation que cela occasionne aux familles.

21 Cette stigmatisation et cette... vouloir... retenir les structures
22 traditionnelles est un thème qui se répète. Et Hailey peut vous parler d'un autre aspect.
23 C'est la notion du fédéralisme. La complexité du fédéralisme. Et aussi les barrières que
24 le fédéralisme peut ériger de... entre... pour... entre nous et le changement que l'on
25 voudrait voir arriver.

26 Alors, il est très difficile pour bien des gens de comprendre quel
27 palier de gouvernement fait quoi, et comment. Ils peuvent... ou comment les différents
28 paliers peuvent contribuer à la Sécurité publique. Ensuite, il y a les traités

1 internationaux, les conventions qui protègent supposément nos droits. Nous avons
2 donc ces structures de gouvernance, des contrats qui rendent très difficile la possibilité
3 de parler de la Sécurité publique en des termes qu'un profane peut comprendre.

4 Et ensuite, il est difficile de comprendre qui peut faire quoi et quels
5 sont... quel est le mandat de chaque organisme. Les discussions, les échanges
6 deviennent difficiles et encombrés quand on essaie de... de faire... de demander aux
7 institutions de se comporter mieux. Il y a beaucoup de gens qui se renvoient la balle.

8 En toile de fond, il y a les ministres. Qui ont le mandat de...
9 d'essayer de réduire ce bruit ambiant et de faciliter la fourniture de services. Et aussi de
10 sensibiliser au public à la... à cet aspect de la Sécurité publique et comment elle est
11 rehaussée.

12 Plusieurs témoins nous ont parlé de la question des contrôles de
13 routine. Voilà donc un bon exemple, en Nouvelle-Écosse et au Canada, de
14 changements qui sont demandés depuis longtemps. On nous parle de qui... de ce que
15 la police fait, et aussi de ce qui est autorisé par quelqu'un d'autre. On nous a dit qu'une
16 décennie après les recommandations du tribunal des droits de la personne en Nouvelle-
17 Écosse, qu'une étude soit réalisée, on n'a toujours pas vu la mise en œuvre des
18 recommandations.

19 La même chose est arrivée en Colombie-Britannique. Quand le
20 gouvernement a finalement agi, il a donné une direction, des directives claires aux
21 citoyens et aux organismes de Sécurité publique sur ce qui était acceptable et ce qui ne
22 l'était pas. Après une étude approfondie des données. Et les données qui indiquaient
23 que certains comportements par ces organismes n'étaient pas autorisés.

24 On voit toujours ce renvoi de la balle un peu partout au Canada. Et
25 aussi, un respect à outrance des façons de faire traditionnelles. Les organismes vont
26 toujours faire un peu d'enquêtes, mais ensuite ils vont...

27 C'est-à-dire, la police va se comporter comme elle veut et les
28 bureaux ou les conseils consultatifs vont l'accepter. Ou n'auront pas rien à dire.

1 Parlons donc des barrières. Les... mais... on parle des barrières,
2 mais il y a aussi des possibilités de changement qui se pointent à l'horizon. Par
3 exemple, je ne crois pas qu'en Nouvelle-Écosse l'on ait déposé quoi que ce soit, mais
4 au niveau fédéral, la déclaration de l'ONU sur les droits des personnes... des peuples
5 autochtones a été intégrée dans le cadre juridique du Canada. On ne voit pas encore
6 comment cela sera mis en œuvre, mais cela a des répercussions énormes pour la
7 fourniture des services de Sécurité publique en Nouvelle-Écosse.

8 Cela pourrait ainsi mener à des changements transformationnels.
9 Et il faudra quand même voir si la province et les municipalités vont endosser la voie
10 pour laquelle le gouvernement a adopté... a opté. Mais d'autres provinces vont donc
11 adopter, aussi, cette déclaration de l'ONU. Car cette déclaration donne aux peuples
12 autochtones le contrôle du... de la gouvernance interne et de la sécurité
13 communautaire.

14 Donc, nous sommes, nous avons hâte d'entamer ces discussions
15 qui permettront peut-être de surmonter ces barrières institutionnelles tant connues des
16 organisations comme la nôtre.

17 Alors, j'ai beaucoup de notes à ce sujet. Un aspect important de
18 notre travail au BCCLA est celui des questions de protection de la vie privée et de la
19 sécurité nationale et aussi des questions de surveillance. Nous nous intéressons à la
20 question du secret gouvernemental. Et on voudrait bien l'évaluer.

21 Un autre aspect qui n'est peut-être pas en cause en lien avec les
22 événements d'avril 2020, mais qui est important pour la sécurité publique et pour le
23 développement de notre société et le fonctionnement de nos organismes d'état, est qu'il
24 y a beaucoup d'outils qui sont offerts par le secteur privé et qui peuvent être fournis à
25 l'état à des fins de sécurité publique. Un exemple, bon, c'est-à-dire que cela nous
26 dérange beaucoup à nous et à d'autres organismes comme East Coast Prison Justice.
27 On n'est pas au fait de l'acquisition de ces équipements très puissants qui doivent servir
28 à protéger la sécurité publique, mais qui demeurent derrière un écran solide, on ne voit

1 pas, par exemple, les médias nous disent que la GRC ou les autres agences utilisent
2 un outil qui pourrait enfreindre ou empiéter, contrevenir au droit des autres. Par
3 exemple, la GRC utilisait un outil qui essayait de contourner les éléments de protection
4 de la vie privée sur les médias sociaux. Donc ils pouvaient obtenir des informations
5 sans obtenir un mandat. On découvre qu'il y a de plus en plus de partenariats comme
6 cela entre les services de police. Mais je ne devrais pas nécessairement seulement le
7 limiter aux services de police, mais la police est capable d'acheter tellement de
8 différents types d'équipements sans surveillance ou sans... sans surveillance
9 démocratique. Le fait qu'on ne le sache après coup est problématique.

10 Les outils fournis en matière de la *Loi sur la vie privée* et les lois sur
11 l'accès à l'information, l'information sont vraiment désuets, ils ne sont pas vraiment... ils
12 n'ont pas la même longueur d'onde en ce qui a trait à cette nouvelle technologie et c'est
13 un autre domaine que je voulais souligner où il existe plusieurs obstacles, même à la
14 société civile. Sans parler des collectivités marginalisées et des gens qui, du point de
15 vue historique, ont été effacés, qui ne pouvaient tout simplement pas savoir ce qui se
16 passait en... pour notre compte et afin d'assurer notre sécurité.

17 Je vais m'arrêter là, ça fait un certain moment que je parle.

18 **Me EMILY HILL:** Merci Meghan d'avoir souligné des obstacles très
19 compliqués que nous voyons dans plusieurs défis liés à la sécurité publique au Canada,
20 le fédéralisme, également l'identification de... qu'il y a résistance à la nouvelle façon de
21 songer la sécurité publique. Harry, à vous maintenant.

22 **M. HARRY CRITCHLEY:** Merci. Deux points en ce qui a trait aux
23 obstacles. Ce ne sera pas du nouveau, on les entend à répétition, mais il y a deux
24 genres d'obstacles qui sont d'une grande pertinence dans le contexte de la Nouvelle-
25 Écosse. Tout d'abord la capacité et en deuxième lieu, la culture. Alors je vais parler du
26 premier en matière de capacité. Beaucoup de témoignages étaient fournis à cette
27 enquête. Mon collègue, professeur Perryman (phon.) avec... a fourni cette phrase :
28 « Un financement qui voue des organismes à l'échec. » Lorsqu'on compare les budgets

1 des agences de surveillance comparé aux autres agences de surveillance, notamment
2 à ce qui a trait aux agences policières ne pourrait tout simplement pas respecter leur
3 mandat. Commissaire MacDonald fait les manchettes au niveau des préoccupations
4 avec le commissaire des plaintes de la GRC et de leur incapacité de suivre. Si le
5 budget était tellement limité, il faut présenter la logique au ministre. Dans quel sens
6 significatif est-ce qu'on peut se faire un examen systémique afin d'apporter un
7 changement politique. Pour parler, cela parle de la capacité financière. Je trouve ça
8 étrange qu'un conseil avec l'obligation de s'assurer que la prestation des services de
9 police, provincial et fédéral, soit cohérent avec les valeurs communautaires, soit...
10 qu'on s'attende qu'on fasse cela sur une base volontaire. Je ne pense pas que d'autres
11 éléments de surveillance qu'on demande aux gens de se porter bénévoles pour
12 combler ce rôle-là. Notamment dans des domaines bien financés et très complexes de
13 la société.

14 Et je vous suggère que la capacité c'est un élément, ça parle des
15 plus grands éléments en matière de gouvernance. Par exemple, je pense qu'il y a une
16 question à laquelle Madame... que la Dre Cunliffe a posé la semaine dernière sur les
17 étapes prises par les municipalités et les provinces de réagir aux appels à l'acte de la
18 Commission des femmes et filles portées disparues et assassinées. Hayley a
19 mentionné la fonction de vérification du ministre. Le ministre a la capacité de faire la
20 vérification de services de police municipaux, ou la GRC pour assurer la conformité
21 avec les normes, tels qu'établis et pour fournir de la formation. Mais je pense qu'une
22 des choses qui est importante à garder à l'esprit, c'est qu'il faut être réaliste en matière
23 des capacités des vérificateurs. Par exemple, cette année pendant cette année, un des
24 cadres supérieurs de la GRC a témoigné à l'enquête Desmond (phon.) qu'entre 2003 et
25 2022 le nombre de vérificateurs à temps plein employés par la province a été réduit de
26 8 à 1. Il y a juste un seul vérificateur employé par le ministère de la Justice, à moins que
27 cela a été changé depuis le témoignage et c'est ça sa tâche. La dernière vérification a
28 eu lieu en 2019 pour vérifier bien comment les services de police interviennent en cas

1 de violence conjugale. Ce que le vérificateur dit c'est que les chances ne sont pas
2 bonnes d'avoir la vérification étant donné qu'il y a un manque de capacité. Je voudrais
3 insister que le ministre a des responsabilités graves en matière de services policiers
4 pour assurer les services efficaces et convenables de services policiers.

5 Je ne suggérerais pas que... je vous suggère que le ministre n'a
6 pas respecté ses obligations dans les années récentes. Ça, c'est des observations sur
7 la capacité. Je pense qu'hier vous avez entendu parler le professeur Roach parler de la
8 distinction entre *ex ante* et *ex post* ces formes de gouvernance. La police s'intéresse
9 souvent à de la gouvernance *ex post*, des instances comme SIRT, des instances de
10 plaintes à l'endroit de la police. Il y a une grande valeur à ces instances-là, à ces
11 organisations-là. Pour apporter un changement culturel, il faut avoir des valeurs, des
12 politiques proactives, de la gouvernance proactive. Je vous suggère que c'est très limité
13 dans cette province. Nous savons que les normes policières n'ont pas été mises à jour
14 depuis 2003, bien qu'on en a organisé d'autres, notamment la vérification de les
15 (inaudible) policières sur les armes énergétiques. Au niveau provincial il y a des
16 préoccupations de gouvernance, en ce qui a trait à la gouvernance proactive. Nous
17 savons que les conseils ont d'énormes responsabilités en matière de gouvernance
18 proactives. Je peux vous dire qu'un des grands rôles, c'est la création de la politique.
19 Création de la politique pour les services policiers et l'examen des politiques actuelles.
20 Selon moi, c'est d'une énorme importance. Professeur Roach a mentionné hier, par
21 exemple, il a donné un exemple de la décision du jugement *Golden* (phon.), qui a établi
22 des nouvelles normes en matières... exigences en matière de fouilles à nu. Nous avons
23 fait récemment une analyse de comment les agences policières en Ontario étaient en
24 conformité avec la politique. On a appris qu'un faible nombre avait même de la
25 définition correcte d'une fouille à nu. Alors au niveau de reniement de la responsabilité
26 en matière de la province, ils n'ont pas mis à jour les normes policières depuis
27 l'an 2000, il n'y a pas de... il n'y a aucun mécanisme selon le fonctionnement de nos
28 conseillers actuels pour s'assurer que les décisions des tribunaux et les lignes

1 directrices des tribunaux et d'autres organismes de surveillance, s'intègre dans les
2 politiques prospectives.

3 Je vais vous donner un exemple très personnel en ce qui a trait à
4 mon travail sur le conseil de police d'Halifax. Pendant plusieurs années, avant que je
5 me suis joint au conseil de police d'Halifax, j'ai travaillé avec un individu nommé Corey
6 Rodgers (phon.), il est mort dans la section pour les souls à Halifax et ça a été sujet à
7 un examen... c'est-à-dire, ça a été sujet à un examen. À la fin, il y avait des constats
8 disciplinaires, nous savons que ce n'est pas le conseil de police de... quelque chose
9 qu'on ne peut pas imposer, on sente qu'en vertu de cette audience long, on veut faire
10 ces recommandations-ci en matière de formation et de politique. En matière de... au
11 grand crédit du président Smith, il a dit : « Oui, on doit s'assurer que ça s'est passé. »
12 Ça, c'est un individu qui joue ce rôle-là tout en jonglant avec plusieurs autres
13 responsabilités. Alors, je vous suggérerais qu'une bonne synergie cohérente ou
14 des... de la cohérence à travers les agences, c'est un exemple, je pourrais vous en
15 fournir davantage en ce qui a trait à s'assurer qu'il y a un certain niveau d'unité et de
16 cohérence en matière de structure de gouvernance services policiers. Ce n'est pas
17 actuellement en vigueur ici dans la province. Je serais heureux de répondre à d'autres
18 questions à cet égard.

19 Deuxièmement, en vertu de la culture, je vais faire trois brefs...
20 points courts. Tout d'abord, on a beaucoup entendu au sujet de l'élimination de tâches,
21 notamment en matière des crises, en temps... de santé mentale. On suggère que ça va
22 donner au mieux, aux meilleurs résultats pour les individus et la police, mais ça va être
23 mieux pour la police. Ça va permettre à la police de revenir aux activités de base des
24 services policiers. Et un point où je veux renchérir les points des autres, c'est celui-là du
25 professeur Goold. On comprend... au Canada, on ne comprend pas bien ce que la
26 police fait tous les jours, comment la police passe son temps. Plusieurs de nos idées de
27 comment la police passe son temps, ce ne sont que des notions, ne sont pas basées
28 sur des faits. Ce n'est pas basé sur une analyse significative du nombre et type

1 d'appels auxquels répond la police.

2 Dans la littérature criminologique, il y a une longue idée que 80 %
3 des choses que la police fait ne figurent pas dans leur capacité comme d'application de
4 la loi. C'est... c'est la résolution des différends entre les voisins et dans le 20 %, il y a
5 une petite composante qui est liée aux incidents violents. Alors je vous suggérerais à un
6 niveau fondamental, nous ne comprenons pas du tout bien comment les policiers
7 passent leur temps ou s'ils sont bien formés étant donné ce qu'ils font véritablement. Et
8 je pense que cela était soulevé de plusieurs différentes façons. Comme certains d'entre
9 vous le sauront que j'ai été un des rédacteurs principal sur le rapport sur le
10 définancement de la police, mais peu de gens savent, connaissent l'origine du rapport.
11 On a demandé de fournir une définition du définancement de la police. La ville d'Halifax
12 avait fourni sa propre définition avec trois points. Numéro 1, la police devrait faire des
13 services de fonctions policiers et les agences non policières devaient être bien
14 financées. C'est plutôt circulaire que la police accomplisse les tâches de la police.

15 Pendant longtemps on a cru qu'intervenir à des individus seuls et
16 désordonnés, c'était une fonction policière. Nous savons, en vertu des nouveaux
17 compréhensions [sic] en matière de santé mentale, peut-être que ce n'est pas pertinent
18 qu'un individu intervienne plusieurs fois pendant l'année. Peut-être que ce n'est pas
19 bien qu'il fasse cela. Je pense, il ne faudrait pas que vous soyez guidés par ce que
20 vous présumez que font la police. Et comme professeur Goold a suggéré, on doit... il
21 doit y avoir des recherches à cet égard. Aux États-Unis il y a eu beaucoup plus de
22 recherches à cet égard, dans le rapport dans le définancement on en parle un peu.

23 Deuxième point en ce qui a trait à la culture, c'est sur le partage
24 des renseignements. J'en ai parlé assez longuement, peut-être trop longuement, sur le
25 partage d'information la semaine dernière, mais je vous suggère que certains des
26 points que j'ai faits la semaine dernière en matière des partages d'information de la
27 police et les services, et les agences de surveillance de la police, il n'y avait pas des
28 attentes claires sur les genres d'information que la police devait fournir à des

1 organismes de surveillance, notamment les conseils de police. Dans le rapport du
2 professeur Murphy, il y avait une préoccupation du conseil de Colchester, euh bon, le
3 conseil consultatif ne s'était pas rencontré pendant une année, mais il posait tout le
4 temps les mêmes questions et les questions n'étaient jamais répondues. Alors quel
5 mécanisme existe-t-il d'exiger une réponse. Professeur Cunliffe a parlé de l'enquête sur
6 les questions opérationnelles en matière des décisions d'enquête et de volume de
7 charge.

8 Mais ils sont seulement responsables au public est-ce que les
9 conseils fournis... ils sont responsables au public, est-ce que ces conseils-là
10 fournissent des réponses à cet égard ? Il me semble que cela ne s'est pas passé du
11 point de vue historique. Il n'y a pas... On ne comprend pas bien des genres
12 d'information qu'on doit fournir, avec le juge Epstein et Morden, il y a davantage de
13 renseignements qui devraient être fournis, qui est véritablement produits. Ces deux
14 juges-là lors des examens ont parlé de cette idée de point critique. Ces notions que tout
15 ce qui implique les cadres supérieurs pour les fins de la prise de décision, les plans
16 opérationnels, les incidents majeurs, le conseil devrait recevoir des renseignements à
17 cet égard. Étant donné la possibilité que ce genre de plan là ou ces incidents-là
18 pourraient avoir des retombées en matière de politique. Et cela ne se passe pas.

19 Lorsqu'on pose des questions, souvent il y a une hésitation, une
20 réticence de poser, d'offrir des réponses, le partage d'informations, c'est énorme.
21 C'était fait vraiment figuré parmi les grandes préoccupations de la Commission dans les
22 états des lieux. Je vous suggère qu'il s'agit d'enjeux culturels, quels sont les infos que
23 les agences de surveillance ont droit, et le public aussi.

24 **Me EMILY HILL:** Harry, je sais que vous avez un autre point, je
25 vais juste vous demander si vous pourriez faire ce point-là, d'autres ont levé la main.

26 **M. HARRY CRITCHLEY:** Troisième et dernier point c'est sur le
27 point, le partage de renseignements. Souvent, il y a un manque de volonté, un manque
28 de désir de poser des questions qui rendent mal à l'aise. Il n'y a personne qui aime le

1 conflit, mais je vous suggère que dans ce contexte-ci, que les fondements culturels
2 dans notre désir de ne pas poser de questions à la police ou de remettre en question la
3 police, moi je trouve que c'est quelque chose qui revient assez souvent, je vous
4 suggère cela aussi, qu'il y a des fondements culturels, dans quelle mesure est-ce que le
5 public a des attentes à notre égard en ce qui a trait aux renseignements que nous
6 voulons obtenir de la police. Et dans la mesure où nous sommes prêts de les remettre
7 en cause et de leur poser des questions. Désolé d'avoir parlé si longuement.

8 **Me EMILY HILL:** Je sais qu'on va... Merci, je sais qu'on va
9 probablement revenir sur ces idées-là dans les prochaines questions. Merci d'avoir pris
10 le temps d'expliquer. Hayley et... Hayley, c'était votre main d'abord. Est-ce que vous
11 pouvez offrir vos commentaires maintenant ? La question c'est les obstacles
12 institutionnels pour arriver à des changements structurels en matière des services
13 policiers et la sécurité publique. Veuillez bien émettre un commentaire à cet égard ou
14 tout ce que vous avez entendu jusqu'à date.

15 **Mme HAYLEY CRICHTON:** Merci Emily et bonjour, Monsieur et
16 Mesdames les Commissaires. Pour faire une mise en contexte, pour réagir à certains
17 des commentaires de Monsieur Critchley et là, je vais penser ma réponse dans son
18 sens large. J'ai apprécié que Monsieur Critchley apporte des normes policières et des
19 fonctions de vérification; pour faire bref, je sais que vous avez parlé de ces sujets-là
20 assez longuement pendant la Commission, fournir les renseignements que nous
21 faisons la mise à jour des normes policières provinciales.

22 C'est en cours afin qu'ils soient alignés avec le contexte actuel
23 sociétal; c'est un complet... un projet en cours que nous cherchons à compléter. Le
24 projet de vérification, modernisation de vérification, un projet semblable qui agit de
25 concert avec la mise à jour des normes. Le nouveau régime de vérification va chercher
26 à mesurer la conformité avec les normes policières provinciales; cela va se passer de
27 façon cyclique afin que ça puisse se passe de façon cohérente sur les périodes de
28 quelques ans.

1 Alors, je voulais juste fournir ce renseignement-là; nous avons
2 l'intention de faire la vérification de toutes les agences policières en Nouvelle-Écosse, la
3 GRC et les services municipaux et qu'il y a une modernisation du régime de vérification
4 en cours pour s'assurer que ce programme-là est mis à jour aussi.

5 Dans un sens plus large, l'un des domaines auquel je vais faire
6 référence, qui est selon moi sont des travaux (sic) de concert et qui sont liés
7 profondément pour rentrer le changement structurel... on ne peut jamais vraiment
8 considérer les services policiers en isolement. C'est un encadrement fondamental de la
9 Commission jusqu'à date; on en a beaucoup parlé la semaine dernière, mais la réforme
10 de l'écosystème – je vais utiliser ce mot-là – la réforme de l'écosystème est exigée afin
11 que les réformes policières soient réalisées au sein d'un écosystème en évolution.

12 Alors, et les ressources finies, franchement, pour revenir... réagir
13 en matière de préoccupations de collectivité en vertu du rôle de la police, la visibilité, la
14 confiance, lorsqu'on parle de confiance associée à ce que... ce que pourquoi la police
15 est responsable, qu'est-ce qu'ils devraient faire. Comment est-ce qu'on définit les
16 activités de base de la police? J'apprécie le commentaire de Monsieur Critchley et les
17 commissaires de la table ronde auparavant; les activités de base des services policiers
18 changent, c'est sûr et ça doit changer. Mais en regardant à cela, on doit... je pense
19 qu'on doit également considérer quels sont les autres éléments... qu'est-ce que les
20 autres éléments de l'écosystème peuvent prendre comme tâches en ce moment-là.

21 C'est vraiment important de reposer ces questions-là; en regardant
22 ces fonctions-là, on doit regarder à d'autres transformations qui se passent dans
23 d'autres secteurs qui se soutiennent les uns les autres. Mettons de côté les appels de
24 santé mentale...il y a beaucoup de tâches pour lesquelles la police et les services par
25 défaut, par exemple, les crises graves, le transport médical, quand l'ambulance n'est
26 pas disponible, quand la police est le seul service qui peut intervenir lors d'une crise et
27 discussion de conflits de propriété, des... et des règlements, l'application des
28 règlements et ainsi de suite.

1 Donc, quand il n'y a pas d'autre service qui peut intervenir, car il n'y
2 a pas eu de transformation dans ce secteur, la police est encore l'organisme par défaut.
3 C'est souvent aussi le seul fournisseur de services qui est disponible à toute heure de
4 la journée. Meghan parlait de ce problème dans la culture de la gouvernance; c'est un
5 problème en dehors du gouvernement. Je parle donc d'un écosystème. Je veux... si on
6 est d'accord que la police ne devrait pas être le service par défaut, alors on devrait
7 envisager d'autres services qui sont plus appropriés et il faudrait donc un virage de
8 société afin de changer les attentes, de sorte que même lors d'une crise à 2 h du matin,
9 parce que ça... ça, c'est donc le test pour s'assurer que le changement et ces tests
10 auraient...

11 Donc, on doit commencer à répondre aux questions; parfois, il est
12 difficile d'étudier un écosystème dans son intégralité, mais c'était donc une approche
13 très intéressante qu'ils ont adopté pour essayer d'établir l'état actuel de l'écosystème
14 dans lequel tous ces acteurs fonctionnent. Nous sommes l'un de ces acteurs parmi
15 beaucoup d'autres.

16 Désolée, j'essaie de faire bref, mais tout cela est aussi
17 indissociable de la nécessité d'assurer que la transformation se fasse au niveau de
18 l'écosystème. Il s'agit donc d'un changement au niveau de la direction, de
19 l'administration de la police. La culture de la police est le moteur du comportement de
20 la police; c'est donc... il faudrait s'attaquer aux causes profondes. Les changements de
21 politique sont vus comme quelque chose de plus simple, mais il faut changer la culture.
22 Souvent, on va s'attaquer aux politiques et non pas la culture.

23 Les politiques existent, mais il faut que les gens les mettent en
24 œuvre. Il nous faut les ressources de la police pour les mettre en œuvre. Et donc, c'est
25 la culture de la police qui... qui fait en sorte que les gens ont intériorisé les
26 comportements qui sont acceptables dans les institutions. Le changement, la
27 transformation est difficile, mais les chefs de la police ou les administrateurs de la
28 police, les directeurs doivent jouer ce rôle de changer ces présuppositions ou ces idées

1 préconçues et de les remplacer. Bien que les politiques sont une partie critique de la
2 réforme, je suis certaine qu'il faut avoir des politiques, comprenez-moi bien. Mais c'est
3 la culture aussi qui doit changer, de sorte que ces politiques et ces procédures seront
4 mises en œuvre.

5 Je sais que les chefs de police de la Nouvelle-Écosse sont à la
6 table, veulent faire preuve d'ouverture d'esprit et veulent quand même effectuer cette
7 transformation. Ça veut dire qu'ils sont... qu'ils acceptent de s'asseoir à une table où ils
8 ne sont pas en position de pouvoir. Pour moi, c'est déjà bon. Je ne peux pas parler pour
9 quiconque, mais ce sont les deux commentaires que j'avais à émettre et les deux
10 besoins de la réforme de l'écosystème étaient indissociables du changement de culture
11 qui doit avoir lieu.

12 **Me EMILY HILL** : Merci beaucoup. Sheila, est-ce que vous voulez
13 répondre à la question?

14 **Mme SHEILA WILDERMAN** : Merci beaucoup. Je suis ravie d'être
15 ici et de répondre à ces thèmes; ce sont des thèmes que je voudrais aborder et essayer
16 de mettre ensemble – les thèmes de la culture et de la capacité, entre autres.

17 Revenons à l'endroit où Meghan a commencé; parlons des
18 approches visant à transformer et à reconceptualiser la sécurité publique. Parlons du
19 défi que représente le changement de la culture de la police, car la pénétration de la
20 misogynie et du racisme systémique et du classisme, aussi, et d'autres formes de
21 discrimination dans la culture même et dans la pratique de la police doit être... est allée
22 si loin que c'est devenu la nature même de la police.

23 Quelques commentaires à ce sujet et surtout en lien avec les
24 communautés marginalisées. Parlons encore du rapport Bastarache sur la GRC, qui
25 parlait du niveau, de la profondeur de la misogynie toxique dans cette institution. Et je
26 voudrais aussi m'abstenir de condamner une seule expression des services de police,
27 car il y avait aussi l'examen de la pratique de déshabiller les personnes pendant les
28 fouilles à Toronto; ça, c'est quelque chose qui a été vu. Mais il faudrait quand même

1 revenir à ce que le gendarme Wiley a dit dans son interrogatoire, dans les documents
2 fondamentaux avant sa comparution la semaine dernière. Il dit :

3 « Quand vous portez un uniforme, vous serez un
4 aimant pour les émotions négatives des pauvres. Je
5 le dis dans le contexte de mes commentaires
6 antérieurs sur les personnes marginalisées avec
7 lesquelles l'auteur a cultivé des relations, en sachant
8 que ces personnes ne seraient pas crues et
9 pourraient être... et étaient finalement jetables.
10 Quand il y avait du racisme au poste, cela nous
11 revenait, les gens nous disaient que « Bon, j'ai été
12 l'objet... j'ai fait l'objet de racisme » et j'ai dit, comme
13 gendarme, que je n'avais jamais été raciste. »

14 Il a conclu avec un commentaire sur la théorie de race critique :
15 toutes ces choses nous divisent au lieu de nous unir. Je comprends qu'en citant une
16 seule personne, un seul agent, peut-être que je fais partie de ce que je voudrais éviter.
17 C'est l'isolement et la condamnation des pommes pourries, la mauvaise semence dans
18 la pomme pourrie, mais revenons aux possibilités qui sont devant nous.

19 À cette invitation de reconceptualiser la sécurité publique qui serait
20 sensible à l'expérience de la police, l'expérience de la police qui a été vécue par ces
21 gens, cette expérience et cette forme de police qui a historiquement été utilisée pour
22 renforcer les hiérarchies, comment peut-on détacher la police de toute cette histoire-là?
23 Bien qu'en fait, j'appuie tout ce que Hailey a dit et ce que Meghan aussi a dit, mais je
24 voudrais aller au-delà de cet intérêt pour l'engagement communautaire, cette idée qu'il
25 doit y avoir des échanges avec les citoyens si on veut changer la culture.

26 Et je veux même aller au-delà de la question très importante de la
27 surveillance de la police; pour revenir à ces questions qui ont d'abord été posées par
28 Meghan, ces questions qui portent sur les alternatives, que faudrait-il faire pour changer

1 le centre ou décentrer le travail de la sécurité publique? L'une des barrières aux
2 changements structurels est une barrière... est un *ethos* carcéral, une logique
3 carcérale. C'est quelque chose qui nous incite à réfléchir à des facteurs au-delà de la
4 police, à réfléchir à un écosystème, un écosystème carcéral plus large que la police.
5 Qu'est-ce que cela veut dire, un écosystème carcéral ou une logique carcérale? C'est
6 que je veux aborder la violence structurelle qui est infligée aux groupes marginalisés.

7 (PROBLÈME TECHNIQUE)

8 Les problèmes structurels et leurs conséquences... donc, le besoin
9 vécu par ces groupes, la pauvreté, le racisme, les stratégies d'isolement et de contrôle
10 – voilà donc la définition qui, pour nous, serait la suivante : quel est le problème au-delà
11 de la police et quels problèmes doit-on envisager résoudre si on veut régler le problème
12 de la sécurité publique?

13 Une autre façon de poser le problème endémique est qu'on vise à
14 réduire les risques et ça aussi, ça va au-delà de la police et certaines des autres
15 institutions qui nous intéressent. Ça pourrait englober même le système d'aide sociale
16 qui punit certaines... qui utilisent des formes d'administration punitives des gens qui
17 comptent sur l'aide sociale. Je parle des barrières institutionnelles, structurelles et donc,
18 ces approches pour prévenir le risque. Et quel est le problème avec toutes ces
19 approches-là?

20 East Coast Prison and Justice a travaillé sur la question carcérale
21 depuis longtemps et voici donc l'exemple me permettant de réfléchir à comment le
22 travail visant à confiner ou à (inaudible) ce qui n'est pas seulement un problème de la
23 police, mais un problème plus profond dans notre système de justice pénal et dans
24 notre système de correction, correctionnel. Ce sont des systèmes en sections; la police
25 est une source de violence et de méfaits et de risques pour les communautés
26 marginalisées, mais l'un des risques les plus importants des interactions avec la police
27 est le risque carcéral. En Nouvelle-Écosse, on parle du risque d'être emprisonné avant
28 le procès notamment, les personnes autochtones dans l'ensemble représentent un très

1 grand pourcentage de la population carcérale, on est tous familiers avec ceci, la thèse
2 comme quoi... qui est sous-tendue, soutenue par beaucoup de preuves que les prisons
3 ne corrigent pas le problème d'instabilité sociale et la sécurité publique les empire,
4 surtout au mieux, c'est ce qu'on voit à East Coast Prison Justice, en perturbant des
5 accès déjà difficiles à des soutiens sociaux et en perturbant les relations a la famille à
6 la collectivité, en soumettant les gens à des dégradations et des violences permises et
7 non permises, et la routine par exemple de la fouille à nu pour certains membres de nos
8 collectivités.

9 Je vous l'ai dit, vous vous rappelez, les expressions concrètes de
10 ce que j'ai dit lorsque je parle du fondement du manque de confiance et de l'écart entre
11 les populations marginalisées souvent invisibilisées qu'on a... invisibilisées, oui, mais
12 par l'entremise du confinement et de l'isolement et de les soumettre à des milieux
13 carcéraux et de comportements de contrôle à long terme, pas juste dans les rencontres
14 avec la police.

15 **Me EMILY HILL:** Merci, Sheila.

16 Je pense qu'on va faire avec la prochaine question après que je
17 demande aux commissaires et après qu'on prend une pause, on va reprendre avec la
18 prochaine question. On a parlé un peu d'obstacles et vous avez tous exprimé certains
19 des obstacles qui posent vraiment un grand défi, alors on va besoin du besoin de
20 changement.

21 La prochaine question, c'est sur la surveillance, mais en
22 considérant tous les obstacles identifiés, songez à des notions concrètes pour le
23 changement comme nous mettons l'emphase sur notre mandat qui est tourné vers
24 l'avenir pour chercher à améliorer la sécurité du public et améliorer les institutions qui
25 donnent lieu à la sécurité publique.

26 Mais est-ce qu'il y a des questions de la part des commissaires?

27 **COMMISSAIRE MacDONALD:** Merci bien, Emily.

28 Je veux exprimer mes grands remerciements à tous les

1 présentateurs d'aujourd'hui pour des propos qui suscitent beaucoup de réflexion.

2 Madame la commissaire Stanton?

3 **COMMISSAIRE STANTON:** Merci.

4 Hayley, pourrais-tu confirmer, c'est bien qu'il y a un projet de
5 modernisation des vérifications en cours? Est-ce que Harry a raison que votre
6 personnel de vérificateurs est passé de 8 à 1 et, si c'est le cas, comment est-ce que ce
7 projet-là sera opérationnalisé et aurait-il des bonnes ressources pour atteindre ses
8 objectifs?

9 **Mme HAYLEY CRICHTON:** Oui, merci bien.

10 Oui, la raison, d'emblée, nous avons 8 vérificateurs formés
11 précisément pour mener les fonctions de la vérification de l'ancienne version du
12 système de vérification. On a un membre du personnel qui a la formation pour l'ancien
13 régime de vérification d'une partie de notre travail, et en fait on a embauché un groupe
14 de consultants pour la modernisation, c'est d'identifier la capacité dont on a besoin pour
15 bien faire ce travail-là. On va réagir en s'assurant qu'on est doté du bon niveau de
16 personnel pour bien faire ce travail-là.

17 Alors, une partie du projet de modernisation, c'est de comprendre
18 la capacité dont on a besoin et d'intervenir convenablement en ce qui a trait à la
19 capacité.

20 **COMMISSAIRE STANTON:** Et quel est l'échéancier de ce projet-
21 là?

22 **Mme HAYLEY CRICHTON:** Cela serait intégré avec l'achèvement
23 des normes policières pour s'assurer qu'elles soient alignées, alors la vérification va
24 faire de la vérification des normes mises à jour, alors... à l'automne. Alors, le processus
25 pour formaliser les normes policières, ça devrait prendre un certain temps, mais pour la
26 modernisation de la vérification, voilà l'échéancier.

27 **COMMISSAIRE STANTON:** Merci bien.

28 Et brièvement, je voudrais remercier Sheila de sa discussion au

1 sujet de l'emploi du privilège de la part de l'auteur et je vais peut-être lui demander d'en
2 dire plus long sur qu'est-ce qu'elle entendait lorsqu'elle a dit que cela était utilisé dans
3 un sens symbolique.

4 Faisiez-vous référence aux objets de la police ou est-ce que mon
5 interprétation est incorrecte?

6 **Mme SHEILA WILDERMAN:** Je faisais précisément référence à
7 cela. Je veux être claire que c'est une hypothèse au niveau de ses intentions, mais il
8 me semble être une perception raisonnable des effets. En fait, l'un des témoins a
9 indiqué, comme vous le savez bien, ayant vu certaines voitures non identifiées dans
10 l'entrée et ayant fait référence à certaines relations floues ou non avec la GRC... avec
11 la police, plutôt, le symbole est très important. Ça revient à notre point sur la culture. Ce
12 n'est pas une personne qui était un membre des services policiers, pas... mais il
13 s'agissait d'un individu qui était... a tiré une certaine compréhension de la domination
14 masculine, de la domination blanche, non handicapée, mâle. Voilà, c'est ça ma
15 compréhension dans le dossier par ce qu'il a fait du dernier jour de sa vie.

16 Pas uniquement cela, mais par contre une culture symbolique, ça
17 fait davantage référence à plus que le caractère curieux, bizarre d'un esprit. Ça indique
18 le pouvoir de ces symboles-là pour nous tous. Et la pertinence de ce symbole-là
19 lorsqu'il faisait... lorsque l'ind... parce que l'individu cherchait à cibler et à dominer et
20 peut-être humilier, abuser des individus. D'après ce que je comprends, il y avait un
21 modèle que d'autres dans les collectivités ont soulevé et que ce patron-là, selon moi,
22 est axé et exprimé par l'entremise de liens profonds que l'auteur sentait à l'endroit du
23 système policier.

24 Je sais que c'est très difficile pour les nombreuses bonnes
25 personnes qui sont engagées dans les services policiers comme profession, les
26 nombreuses bonnes personnes qui sont là pour chercher à aider, et je veux reconnaître
27 cela. Alors, je parle de systèmes et de structures et de modèles de comportements et
28 des façons sur le plan culturel et sur le plan social de reconnaître la stratification de

1 notre société, et qui va se sentir à l'aise lorsque la voiture policière arrive et qui va se
2 sentir terrorisé. C'est quelque chose qu'on doit garder à l'esprit lorsqu'on dit de façon
3 juste comme ça « ah, changeons la culture ». Ah, changer la culture, c'est bien plus que
4 d'avoir des réunions entre des représentants inférieurs et supérieurs dans les services
5 policiers, cela fait référence à une longue histoire de raisons approfondies pourquoi ces
6 symboles-là on la portée qu'ils ont et la police peut en tirer parti et les non-polices
7 peuvent en tirer parti.

8 Merci pour la dernière question.

9 **Me EMILY HILL:** Madame la commissaire Fitch, avez-vous des
10 questions?

11 **COMMISSAIRE FITCH:** Pas à ce stade-ci, Emily. Je suis
12 reconnaissante de la sagesse autour de cette table qui est partagée. Merci.

13 **Me EMILY HILL:** Alors, je veux m'assurer que, Monsieur le
14 commissaire – c'est difficile, nous ne sommes pas dans la même salle –, est-ce que je
15 vous ai coupé la parole? Aviez-vous une autre question?

16 **COMMISSAIRE STANTON:** Non, j'allais vous céder la parole,
17 Maitre Hill, pour une pause.

18 **Me EMILY HILL:** Merci bien tout le monde de vos contributions
19 jusqu'à date et toutes les questions.

20 Oui, prenons une pause de 15 minutes et nous reprendrons à
21 3 h 45 pour la troisième question au sujet de la surveillance et ce qu'on doit changer
22 afin que les mécanismes de surveillance soient efficaces. Merci bien.

23 --- **L'audience est en pause à 15 h 28**

24 --- **L'audience est reprise à 15 h 49**

25 **COMMISSAIRE MacDONALD:** Merci, bienvenue à nouveau.

26 À vous, Madame Hill.

27 **Me EMILY HILL:** Merci beaucoup.

28 Nous allons reprendre notre discussion pour ce qui est des thèmes

1 que nous avons discutés juste avant la pause qui est au sujet de l'amélioration des
2 services de police, des organisations policières, et aussi pour ce qui est du contrôle...
3 des mécanismes de contrôle, on a parlé pendant les quelques semaines passées et,
4 pour aujourd'hui, il est question de savoir qu'est-ce qu'il y a lieu de changer, quels sont
5 les changements à apporter pour que les mécanismes de contrôle de la justice
6 réussissent, pour qu'il y ait des solutions. Gillian en a parlé en parlant des plus grands
7 mécanismes que l'on essaye de changer pour que ça fonctionne, et donc, dont on parle
8 aujourd'hui.

9 Donc, si je peux commencer avec vous, Harry, pour nous répondre
10 à cette question?

11 **M. HARRY CRITCHLEY:** Oui, je voudrais soulever un point, donc,
12 quelques points... plutôt deux points.

13 Le premier, pour ce qui est du contrôle des organisations qui sont
14 en Nouvelle-Écosse, il y a plus d'aspects qui sont censés devenir obligatoires pour ce
15 qui est de l'engagement, de l'implication dans le contrôle, c'est un argument que j'ai
16 élaboré dans un papier que j'ai soumis, et j'espère que ça va être utile, que ça va servir
17 et satisfaire les objectifs dont il est question.

18 Maintenant, pour le moment, il est question de respecter
19 l'engagement, la participation, l'implication par rapport aux normes qui sont en cours et
20 il est question d'un gros montant pour... jusque-là pour cette Commission, mais la
21 question que je voudrais poser est... c'est que... c'est quoi le lien avec la société civile
22 qui est sur le terrain et aussi pour l'implication publique pour ce qui est de la sécurité?

23 Et aussi, une anecdote que je voudrais partager avec vous, cette
24 fin de semaine, j'ai eu l'occasion de parler avec le Conseil consultatif au sein du
25 Département de la Justice et je pense qu'il y a... c'est que...

26 **INTERPRÈTE:** Inaudible à l'interprète.

27 **M. HARRY CRITCHLEY:** ... pour ce qui est de gouverner les
28 actions policières et j'ai parlé de ces rôles et j'ai dit : quelle implication ça doit avoir par

1 rapport à vous, et ils ont indiqué qu'il n'y a pas d'engagement, y'a pas de participation
2 du gouvernement. Et donc, j'encouragerais beaucoup... je sais qu'il est question
3 d'embarquer dans cela, dans la province, mais s'il y a un plaisir d'avancer pour ce qui
4 est des normes, et donc, le vrai... la vraie participation, la vraie implication...

5 **INTERPRÈTE:** Inaudible.

6 **M. HARRY CRITCHLEY:** Et le deuxième point que je voudrais
7 soulever, c'est qu'il est question de plus d'aspects, d'un cadre d'aspects qui soit
8 obligatoire pour le maintien de l'ordre, pour la police, il est question de plans, il y a des
9 points très positifs qui se passent aussi en Ontario.

10 Je voudrais aussi recommander aux commissaires de... il est
11 souvent fait mention de problèmes juridictionnels et du manque de plans et aussi
12 d'application de la loi, et aussi de financement. Maintenant, je recommanderais aux
13 commissaires de vraiment consulter ces points.

14 Et l'autre point que je voudrais partager aussi pour ce qui est de la
15 loi, des services, donc de l'Ontario, les forces de police sont censées... il est obligatoire
16 pour elles à ce qu'elles élaborent des mécanismes. Il n'y a pas d'exigences, ce n'est
17 pas encore proclamé, mais il est question de consultations. Donc, encore une fois,
18 c'est-à-dire bien que le Conseil soit responsable de tout cela, mais cette demande de
19 législation ait aussi le budget pour faire cela en communautés. Et donc, s'il n'y a pas de
20 processus d'implication, de participation du public à cela, ils peuvent... justement le
21 public peut s'inscrire pour assister à des réunions, mais s'il n'y a aucun effort qui est
22 consenti... jusqu'à cette année qu'il y a eu quelques changements. Donc, je pense que
23 de faire en sorte que ce soit... que certains points soient obligatoires.

24 Et le dernier point qui est vraiment fondamental pour la
25 Commission, c'est quelque chose qui doit être rendu obligatoire dans cette province
26 parce que le fait que ce soit facultatif, que ce soit dans cette province ou dans d'autres
27 provinces, là, je parle...

28 **INTERPRÈTE:** Inaudible à l'interprète. Désolée.

1 **M. HARRY CRITCHLEY:** ...et donc, comme je l'ai mentionné, j'ai
2 été très impliqué dans le travail de la police, en fait j'avais présenté au Conseil en
3 2020...

4 **INTERPRÈTE:** Inaudible à l'interprète.

5 **M. HARRY CRITCHLEY:** ...pour ce qui est des stratégies dont il
6 est fait usage en Nouvelle-Écosse, en fait, en Nouvelle-Écosse...

7 **INTERPRÈTE:** Inaudible à l'interprète. Inaudible.

8 **M. HARRY CRITCHLEY:** ...en 2013, il y a eu la GRC qui est
9 intervenue et, en 2019, lorsqu'il y a eu... parce que l'agent qui ne suit pas la base de la
10 formation... et donc, le fait qu'il y a eu une attaque cérébrale d'un membre, qu'il a été...
11 il est décédé des suites de cela, donc... ça, il n'est pas question juste de l'implication,
12 de la participation de la police au sein de la province, mais ce que je voudrais suggérer,
13 c'est plusieurs autres problèmes qui existent en dehors du Canada lorsqu'il est question
14 de points obligatoires, vous savez, comme, par exemple, l'examineur qui va assurer
15 le contrôle au sein de la province, donc... sinon il n'y a pas de circonstances dans
16 lesquelles... pour ce qui est de cette question avec l'examineur médical en chef, c'est
17 un problème avec toutes les provinces à l'ouest de l'Ontario. Et donc, par
18 « conséquence », c'est facultatif, il y a eu seulement deux enquêtes pendant les deux
19 dernières décennies. Et si on compare cela avec la Colombie-Britannique et pour des
20 circonstances pareilles, dans cette province, il y a eu 12 en 2018, dont 7, que ce soit,
21 bien sûr, l'usage de la force ou la détention par la police.

22 Et je voudrais noter aussi que l'examineur qui a identifié cette
23 question au sein de l'organisation...

24 **INTERPRÈTE:** Inaudible à l'interprète. Désolée.

25 **M. HARRY CRITCHLEY:** Ce que je suggérais, c'est que ces
26 changements deviennent obligatoires – je suggère qu'ils n'arrivent pas très courant...
27 très souvent, très fréquent. Il y a un certain nombre d'autres politiques qui sont
28 impliquées, qui sont utilisées; donc en 2019, il y a eu la fusillade de Michael Spike

1 (phon.) à Truro, en 2020, Richard Wheeler (phon.) a été aussi tué pour des problèmes
2 d'addiction aux substances et aussi, la mort de Clatenberg (phon.) à Westbound et il y a
3 deux semaines seulement, la fusillade avec une arme ou par une arme.

4 Donc, ce que je veux dire, c'est qu'il y a... il y a une transparence
5 dans l'enquête et je suggère un domaine où la plupart de nos problèmes au Canada,
6 donc en 2019, la province a pu changer la législation pour créer deux comités – l'un
7 pour la mort des enfants et l'autre pour les homicides. Et je suggérerais (inaudible à
8 l'interprète) et donc, les provinces ont fait un pas très important pour ce qui est de la
9 législation (inaudible à l'interprète). Il n'y a pas d'exigence qu'il y ait des législations qui
10 doivent être rendues publiques ou qui soient applicables par la loi et aussi, pour ce qui
11 est (inaudible à l'interprète, son mauvais)... en particulier, les raisons pour lesquelles
12 cette Commission travaille (inaudible à l'interprète). Tellement de pouvoir repose sur les
13 mains d'un individu par rapport à une décision et que ce soit une nomination politique.
14 Je vais terminer avec cela.

15 **Me EMILY HILL** : Merci bien. Je vois la main de Meghan et de
16 Sheila. Sheila et Hayley... si vous pensez qu'il y a quelqu'un d'autre, je vais vous
17 demander dans l'ordre de mains, mais si vous pensez que quelqu'un d'autre serait plus
18 approprié. Sheila?

19 **Mme SHEILA WILDERMAN** : Je vais céder la parole à Meghan,
20 avec votre permission, Meghan, je voudrais faire le suivi, en fait. Je veux faire le suivi
21 sur l'enquête sur les décès à laquelle Harry a fait référence... vient de faire référence.
22 East Coast Prison and Justice a fait beaucoup penser à ceci. Harry et moi-même, nous
23 sommes tous les deux avec East Coast Prison and Justice, nous travaillons avec des
24 gens dans les prisons de la Nouvelle-Écosse. Je sens... je sens le besoin d'ajouter que
25 des appels pour des enquêtes en matière de décès, au-delà des décès liés à la police,
26 ces appels-là ont été ignorés dans les autres cas... les affaires. Numéro un, le décès de
27 Gregory Hiles, à la East Coast Forensic Hospital en 2015, le décès de Josuah Evans,
28 qui fut un jeune homme avec des handicaps intellectuels. Il est né dans l'institution

1 correctionnelle centrale... de Nouvelle-Écosse centrale. Jason Leblanc est mort dans le
2 Centre des corrections à Cap-Breton en 2016. C'était l'Institut Nova, c'est fédéral, mais
3 c'est en Nouvelle-Écosse; Veronica Park et Camille Stickland-Murphy sont toutes les
4 deux mortes en 2015 et Clayton Cromwell est mort dans... une institution. On a appelé
5 pour des enquêtes lors des décès – ça revient à cette thématique de surveillance que
6 Harry a soulevée.

7 Alors, je vais juste reprendre un peu sur la question soulevée. Sur
8 la question de la surveillance, vous nous avez demandé de réfléchir aux alternatives
9 pour le futur. Et donc, je vais vous parler de trois niveaux de sensibilité que je voudrais
10 aborder : d'abord, comment est-ce qu'on peut limiter le pouvoir discrétionnaire de la
11 police? On a beaucoup entendu parler de la culture et des forces non voulues qui
12 sont... ce qui existe quand ils font par exemple des fouilles à nu, quand ils font des
13 arrestations et qui infusent toutes les interventions carcérales que l'État existe.

14 J'ai un autre exemple aussi qui parle de la limitation du pouvoir
15 discrétionnaire de la police, mais d'abord, je voudrais remonter quelques étapes en
16 amont – en fait, très loin en amont pour parler de changements qui pourraient être
17 effectués si on devait investir dans la communauté et soutien communautaire. J'ai
18 témoigné ou j'ai assisté au comité permanent sur les services la semaine dernière; on
19 parlait donc de la lenteur de la fermeture des grandes institutions pour les personnes
20 ayant des incapacités, des handicaps et encore là, mon thème, c'est l'investissement
21 dans les mécanismes préventifs et le soutien pour renforcer la communauté.

22 Le comité a entendu des comparutions qui disent que presque
23 1 000 personnes sont mises de côté et dans le cadre d'un jugement de la Cour d'appel
24 qui disait qu'il est discriminatoire d'obliger les gens de vivre dans une institution ou de
25 rester sur une liste d'attente sans soutien ou sans soutien adéquat, suffisant. Il y a
26 presque 2 000 personnes dans la province qui languissent en attendant ces soutiens
27 suffisants et ça, pour certains, depuis quelques décennies. Il faut investir dans la
28 sécurité communautaire; il y a tellement d'investissements qui pourraient être utiles –

1 par exemple, les investissements dans les déterminants sociaux de la santé, le
2 logement, la sécurité alimentaire, les occasions de loisirs, les services pour les enfants
3 en crise, les enfants traumatisés.

4 Et je veux encore revenir à l'affaire devant nous et vous avez
5 demandé d'imaginer les possibilités; imaginez un jeune homme qui est traumatisé chez
6 lui. Quelle intervention aurait pu lui offrir un autre chemin dans la vie? Donc, il faudrait
7 investir dans ces soutiens pour les enfants, il faudrait les élever de la pauvreté, les sortir
8 de la pauvreté. Il y a tellement d'investissements de ce type qui pourraient être
9 effectués en Nouvelle-Écosse; tout cela, il faudrait l'envisager quand on réfléchit aux
10 modes de prévention des actes tragiques comme celui dont il est question aujourd'hui.

11 Ensuite, il faudrait offrir un financement durable pour soutenir les
12 gens qui sont impliqués dans le système de justice pénal. Je pense à des services
13 globaux pour les gens qui sont aux prises, par exemple, avec des toxicomanies,
14 services au logement aussi, le genre de services qui ont été fournis qui sont sensibles
15 aux vies et aux circonstances des femmes et des personnes non binaires dans la
16 province – par exemple, les services fournis par Coverdale Courtwork Society,
17 Elizabeth Fry Society sont des services qui nous intéressent.

18 Encore là, je veux vous revenir à la question des taux élevés de
19 personnes qui doivent être emprisonnées avant le procès; plusieurs de ces personnes
20 seront trouvées non coupables et ont dû... ont vécu tous les effets corrosifs qui
21 détruisent la sécurité publique parce qu'ils posaient un risque – parce que par exemple,
22 le risque que la personne n'allait pas se présenter lors du procès. Les gens savent
23 que... tous les gens ici savent que la détention avant le procès doit être seulement
24 considérée lorsqu'il est absolument nécessaire. Même chose pour la libération avant le
25 procès, pour les gens ayant des besoins de grande acuité, pour utiliser le thème de nos
26 collègues chez Coverdale : donc un logement, une adresse, ils ont besoin d'une
27 adresse et le nécessaire pour ne pas contrevenir aux conditions et pour pouvoir vivre
28 de façon durable.

1 On a un bel exemple important ici dans la province de ce type
2 d'innovation, qui n'a pas eu une longue vie à cause du manque de financement durable.
3 Et c'est un thème dont Heidi Marshall a aussi parlé quand elle soulevait le groupe
4 Police Place au Cap-Breton, qui appuie les femmes autochtones aux prises avec
5 diverses difficultés et qui, pour plusieurs raisons très compréhensibles, étaient
6 méfiantes face à l'État. Cette pénurie terrible qui est vécue tellement par des
7 organismes, des actions comme E. Fry, comme Elizabeth Fry et les autres, cette
8 pénurie de financement stable pour le travail crucial et novateur...

9 **Me EMILY HILL** : Désolée, je dois t'interrompre. Je sais qu'il ne
10 nous reste que 20 minutes... désolée, je veux donner la parole aussi à Meghan et
11 Hayley à ce sujet parce que je pense que vous êtes en train d'entamer la question
12 suivante.

13 **Mme SHEILA WILDERMAN** : Alors, je croyais qu'on allait parler
14 des deux questions. Donc très rapidement, je vais mettre cet exemple-là de côté et je
15 vais tout simplement relever deux autres façons de poser des limitations sur la police
16 lors... au moment du contact avec les gens qui pourraient être ensuite aspirés dans le
17 système pénal.

18 Il y a donc le dépistage pré-accusation; il y a un pouvoir
19 discrétionnaire qui loge avec les officiers, avec les agents pour porter ou non des
20 accusations. Ce programme existe dans plusieurs provinces, dont en Alberta, où cela a
21 mené à une réduction de 21 % dans les procès qui ont procédé devant les tribunaux. Et
22 donc, je vous donne un exemple d'un système ou un mécanisme qui permettrait
23 d'exercer de la surveillance sur la police au moment de porter des accusations qui
24 mènent à tellement de conséquences aux gens qui sont impliqués dans le système
25 pénal. Ça serait donc une possibilité.

26 Et une autre initiative qui est soulevée dans l'une des annexes du
27 rapport D-Fund (phon.), qui aborde l'article 496 du Code criminel qui dit que quand une
28 personne est soupçonnée d'avoir contrevenu, au lieu de porter des accusations, il peut

1 y avoir un avis d'assister à une audience de référence. Le rapport dit que donc, les
2 agents de police de la PRH, au moment d'écrire le rapport, avaient utilisé leur autorité
3 en vertu de cet article en 2019 seulement huit fois. C'est une occasion ratée.

4 Merci – je cède la parole.

5 **Me EMILY HILL** : Meghan? Hayley? Pouvez-vous donc de façon
6 concise parler des changements nécessaires en matière de la surveillance de la police?
7 Meghan?

8 **Mme MEGHAN McDERMOTT** : D'accord. Je vais donc revenir sur
9 quelques commentaires, quelques-uns de mes commentaires d'hier. Ce souhait que
10 nos élus utilisent leurs pouvoirs d'établissement de la politique pour donner de bonnes
11 directives au public et à la police dans des domaines où il pourrait y avoir recours à la
12 force ou détention. La politique statue sur ces choses généralement, mais je vais
13 recommander que les commissaires et le personnel de la Commission n'accepte pas
14 nécessairement le processus d'établissement de normes tel qu'il existait
15 historiquement. Nous avons des normes de police en Colombie-Britannique et après
16 ma lecture des normes de Nouvelle-Écosse, on dirait qu'il y a beaucoup de
17 ressemblances entre les deux, car ces normes s'appliquent au chef de police donc... et
18 la politique dit que si vous faites telle chose, vous devez avoir de telles politiques.

19 Du point de vue de la primauté du droit, il y a plusieurs problèmes
20 avec cette approche. Je suis la seule représentante de l'organisme d'établissement des
21 normes en Colombie-Britannique; ça, c'est de la société civile. Et donc, Harry parlait
22 donc de l'inclusion de la communauté et de la gouvernance démocratique quand on
23 établit... quand il s'agit d'établir des normes. La communauté devrait être impliquée; les
24 citoyens devraient pouvoir lire des projets de textes. Quand j'ai commencé à travailler
25 dans le domaine de la responsabilité de la police, j'étais frappée par le fait que les
26 normes soient établies sans que le contentieux soit impliqué; même le texte des
27 normes, du moins dans le contexte de la Colombie-Britannique, semblait être établi
28 suite à un compris politique où les personnes qui participent à la discussion, aux

1 échanges, sont souvent des membres de la police, des chefs de police, des membres
2 du syndicat. Je ne sais pas qui participe à ce processus en Nouvelle-Écosse, mais
3 comment est-ce que cela va donc tilter, comment une personne âgée de 16 ans sera
4 informée de ses droits quand il est détenu? Je pense qu'à ce moment-là, il faudrait
5 absolument impliquer les juristes et ça ne semble pas être le cas.

6 Donc, il y a un système d'établissement de normes assez vague,
7 assez flou. Cela a des conséquences très mauvaises quand... qui pourraient inclure
8 une discrimination contre les gens. Quelqu'un a été détenu en Colombie-Britannique,
9 arrêté en Colombie-Britannique, à Vancouver, il était assez sophistiqué et il n'était pas
10 membre d'une communauté marginalisée. Il se sentait à l'aise d'utiliser le mécanisme
11 de responsabilité. Et il avait été, faisait l'objet d'une fouille et la police a retiré sa carte
12 d'identité sans avoir le droit de le faire.

13 Dans les... selon les normes, le ministre a indiqué à la police que
14 tout détenu doit être informé de ses droits. Mais est-ce que le message se rend aux
15 patrouilleurs? Parce que ces patrouilleurs sont formés, mais pas toujours... leur
16 formation n'est pas toujours à jour. Ou ils n'ont jamais été informés de la dernière
17 jurisprudence.

18 Par exemple, s'il y a un nouveau jugement de la Cour Suprême, ce
19 n'est pas évident que ces patrouilleurs vont, policiers vont être briefés à ce sujet. Mais
20 par exemple, selon la politique, le chef de police doit comprendre l'état présent de la
21 jurisprudence. Mais au moment de... de... d'exiger des comptes à la police pour ces
22 violations de leurs droits, les organismes de surveillance, tels qu'ils existent aujourd'hui,
23 feront en sorte que la police s'échappe à sa responsabilité.

24 On a dû mettre trois ans avant de... de se rendre à une audience
25 où un homme avait été fouillé et que son portemonnaie avait été retiré, lui avait été
26 retiré quand il... Il n'était pas un criminel, il n'avait rien fait de mal. Et quelques ans plus
27 tard, on avait trouvé, on a jugé qu'il n'y avait pas eu de cas d'inconduite dans ce cas.

28 Donc, souvent ces mécanismes de responsabilité ne marchent pas.

1 C'est pour cela qu'on essaie de... de... d'établir les politiques comme il faut dès le
2 départ, de sorte que, quand les gens, les policiers appliquent la loi, ils les comprennent
3 bien.

4 Les personnes qui surveillent ou qui assurent ces interactions
5 puissent comprendre ce à quoi ils vont s'attendre. Est-ce qu'il y a des échanges, et
6 qu'est-ce qu'ils peuvent faire si jamais il y a quelque chose qui ne va pas.

7 Donc, ce sont les normes qui forment l'approche, qui font que la
8 gouvernance est assurée, par la police. C'est très disproportionné. Parce que c'est la
9 police, au sein de notre communauté, actuellement. Et c'est vraiment une approche de
10 gouvernance assez bizarre. Donc, je dirais que si vous croyez que l'élaboration,
11 l'approche d'élaboration de normes est faite et bien financée, et bien prise en charge,
12 parce que c'est vraiment un instrument juridique très bizarre.

13 Donc, franchement, ce n'est même pas un règlement, c'est juste
14 une sorte de mots sur un bout de papier qui... du moins sur la base de mon expérience
15 par rapport aux normes. Et je pense que c'est une façon assez étrange d'entreprendre
16 ce genre d'aspect pour ce qui est de... de...

17 Un dernier point que je voudrais ajouter. Nous avons entendu
18 beaucoup de choses qui... qui... concerne la révision par les civils, pour ce qui est de la
19 Commission, qu'est-ce qui est fait au Parlement, pour ce qui est du contrôle, des
20 mécanismes de contrôle pour la GRC, je voudrais y mettre la lumière sur le fait qu'il y a
21 beaucoup... de grosses lacunes, pour ce qui est des agences de contrôle,
22 fondamentalement, les civils, les employés civils à la GRC, et même d'autres services,
23 d'autres domaines qui ne sont pas inclus.

24 Et donc, ce mécanisme de surveillance que les gens utilisent, qui
25 sont en charge de beaucoup de choses très importantes. Et donc, lorsque les
26 personnes viennent, voudraient les tenir responsables, en fait, c'est dû à des lacunes.
27 Et on sait que le Parlement ne va pas apporter des solutions pour ça.

28 Et donc, il est question d'avoir, c'est-à-dire, les mécanismes doivent

1 être plus complets pour justement, ce qui des services.

2 Je vous remercie.

3 **Dre EMMA CUNLIFFE:** Hayley a eu beaucoup d'idées, donc, pour
4 ce qui est de l'élaboration des... des... des normes. Ensuite, de quoi ça a l'air après les
5 faits. Je ne sais pas si vous avez des commentaires à ce sujet?

6

7 **Mme HAYLEY CRICHTON :** Je dirais que... il... on ne peut pas
8 couvrir tous les aspects, vu le temps qui nous est alloué. Et si on avait beaucoup plus
9 de temps, c'est clair qu'on aurait dit beaucoup plus à ce sujet.

10 La première des choses, c'est qu'il est question des normes, je
11 dirais que les expériences que vous avez eues, Meghan, sont très appréciées pour les
12 perspectives ou les points d'opinion de... pour justement impliquer la population plus
13 largement, de façon plus large. Mais aussi, ça va inclure la division d'informations, de...
14 la division juridique. Pour, justement embarquer dans ce processus. Il est question
15 que... de sorte à ce que les règlements soient formalisés à l'avenir.

16 Je vais essayer d'être brève aussi, je reconnais aussi, j'apprécie
17 que... je vais être très rapide. Bien sûr, je pense que les normes de maintien de l'ordre,
18 je voudrais faire écho sur les... l'appréciation de madame la commissaire Fitch. C'est
19 clair que les personnes qui travaillent au sein de la Division de la GRC, il est question
20 de reconnaître leur travail. Il y a aussi d'autres ressources, lorsqu'il y a des processus
21 qui vont assurer que de nouveaux projets sont censés être utilisés.

22 Pour ce qui est de l'avenir, là, je pense que pour aller de l'avant, il
23 devrait y avoir des connexions et des liens entre les services de police au niveau local
24 et au provincial. Vous savez, d'un point de vue des perspectives, il est question de
25 forma... de programme de formation. Un premier. Et le deuxième, pour le conseil
26 consultatif de la police. Il est question de fournir ces formations. Aussi, il est question
27 d'une approche pour s'assurer qu'il y a une participation, l'implication du côté municipal
28 et provincial. Je pense que ce sont des domaines très tangibles et palpables qui

1 devraient être pris en considération.

2 Il est aussi question de conclusion, de supervision, pour savoir qui
3 est responsable de quoi. Et, encore une fois, pour qu'ils puissent communiquer entre
4 eux. C'est très important, en particulier, pour ce qui est de partager les responsabilités
5 dans certains domaines. Entre autres, avec les Premières Nations. Aussi les
6 ressources qui vont impliquer les forces de police municipales. Ça définit clairement, de
7 cette façon, les responsabilités de chaque partie. Et aussi d'assurer une
8 communication.

9 Et, dernier point, je sais pour le temps, j'essaie d'ajouter juste un
10 point. Je pense qu'il est important, lorsqu'on regarde à l'avenir, il est question de mettre
11 en place des exigences de façon adéquate, pour, justement, assurer l'intégrité des
12 enquêtes.

13 Donc, c'était là mes commentaires au sujet de ces deux éléments.
14 Et je pense que ce qui vient, ensemble, dans ça, il est question de partager les
15 responsabilités qui doit devenir une obligation pour contextualiser. Il est question à la
16 police de fournir des données, ça doit être exigé que... qu'il y ait rapport de cela, pour
17 qu'il y ait des variables des données lorsqu'il est question de faire des rapports. Donc,
18 en essayant d'être brève, madame Hill, je pense que je suis arrivée à la fin.

19 **ME EMILY HILL** : Merci, vous avez couvert pas mal de points,
20 merci beaucoup. Étant donné le temps, je suggère que l'on fasse un dernier tour, un
21 seul tour, juste une seule idée. Une idée réussie, qu'est-ce qui peut se faire pour,
22 justement, soutenir les approches non carcérales de la justice et de la sécurité
23 communautaire. Donc, pour ce qui est de... de... de trouver des solutions pour la
24 pauvreté et ce qui s'en suit. Donc, j'apprécie énormément ces interventions.

25 Donc, pour respecter le temps, si on peut juste poser la question à
26 Harry, ensuite on va écouter Sheila, ensuite Meghan. En une seule phrase, s'il vous
27 plait, qu'est-ce qu'il y a lieu de faire? Harry, à vous.

28 **M. HARRY CRITCHLEY**: (Inaudible à l'interprète)

1 Je pense qu'il y a un besoin de recommandations, entre autres, les
2 suggestions ou les observations de la Colombie-Britannique, ce qui va donner ou qui
3 donne comme conséquences des ententes avec la GRC. J'encourage encore une fois
4 la Commission de penser à comment on peut s'assurer qu'il y ait de la cohérence
5 lorsqu'il est question de normes entre les forces de polices municipales et la GRC, par,
6 bien sûr, le biais d'ententes, entre autres, faire en sorte à ce que les conseils disposent
7 des mêmes droits, des mêmes pouvoirs. Encore une fois, c'est un point très important.
8 Il y a l'immigration, aussi. Et je peux vous dire que ça a donné des résultats à des
9 situations très sensibles, très critiques.

10 On peut avoir un agent de la GRC, un agent de... de l'Immigration,
11 et s'il y a des soucis.

12 **ME EMILY HILL:** Merci! Sheila? Un dernier point que vous
13 pouvez...

14 **Mme SHEILA WILDEMAN:** Oui, encore une fois, je voudrais
15 m'excuser parce que j'ai deux choses en guise de réponse à cette dernière question.
16 Mais je vais reprendre l'exemple que... qui vient d'être donné. Il y a eu beaucoup
17 d'accents mis sur... sur les approches, par rapport aux crises de santé mentale dans
18 lesquelles la police intervient. Dans des crises de santé mentale. Mais je pense qu'on a
19 besoin d'aller plus loin, pour ce qui est... par l'utilisation d'approches préventives.

20 Si nous avons besoin de penser de façon importante pour réfléchir
21 à comment éviter certaines actions, dont sont en charge certains professionnels pour ce
22 qui est de leur responsabilité. Le partage de données pour, justement, assurer une
23 espèce de cohérence dans ce domaine. Donc, je voudrais que ce soit l'objet d'une
24 observation.

25 Encore une fois, je voudrais reprendre avec le point qui est le
26 même. Qui est le financement durable pour ces organisations qui font le travail de la
27 prévention de ce type de crise. De la police et à plus large avec le système judiciaire.
28 Lorsqu'il est question d'élaborer, l'exemple que j'allais donner, justement, qui est la

1 collaboration entre John Hower, Elisabeth... et aussi un travail de société qui,
2 justement, au sein de notre province.

3 En particulier pendant la Covid. Donc, ça a duré comme deux ans,
4 et ce qui a été présenté à ce moment et sur la base d'une seule expérience, lorsque
5 trois organisations ont travaillé ensemble, c'est voir le potentiel, la quantité du potentiel.
6 Et les connaissances détenues maintenant par des organismes basés sur la population.

7 Donc, qui sont soutenues pour ça. Et ça été, il y a eu une brèche
8 lorsqu'il y a eu une décarcération en Nouvelle-Écosse, pour ce qui est du taux de
9 crimes qui a chuté. Et on peut commencer par là, lorsqu'il est question de parler de
10 durabilité, de financement. Pas seulement du financement des projets pour assurer,
11 justement, ce genre de réussite.

12 Encore un fois, un dernier point. Parce qu'il semble que nous...
13 lorsque nous allons plus loin dans mon sujet, qui concerne la sécurité publique, et
14 prévenir ce type d'atrocités qui ont eu lieu dans ce cas. Et aussi les fusillades de
15 masse, de pertes massives. Mais ces liens qui existent pour ce... pour nos
16 organisations, nos gens que nous représentons. Donc, c'est les plus vulnérables, de
17 sorte à ce qu'ils fassent un pas en arrière, par rapport à la violence. Et pour le bien des
18 communautés.

19 **ME EMILY HILL** : Merci, j'apprécie vos commentaires, justement,
20 par rapport à cette question.

21 Meghan, si vous avez une dernière idée à partager pour ce qu'il y a
22 lieu de faire pour mieux soutenir les approches non carcérales de la justice et de la
23 sécurité communautaire?

24 **Mme MEGHAN MCDERMOTT**: Je suis d'accord avec mes
25 collègues qui ont déjà pris la parole. Juste pour dire que... que les services et les
26 experts, les gens sont là. Nous les avons, ils existent au sein de notre communauté.
27 C'est juste une question de transformer... il est question de juste transformer nos
28 systèmes. Et aussi les financer de façon durable. Je voudrais pas trop parler du

1 financement, mais essentiellement, dire que c'est une... il est question d'une
2 transformation de culture, d'un changement de culture en particulier pour ce qui
3 concerne la... la... la santé mentale. Je... je voudrais dire arrêtons avec les projets
4 pilotes, on peut y aller plus loin dans l'expertise.

5 C'est juste que les gens n'ont pas, ne détiennent pas de
6 financement. Donc, pour ce qui est du changement de culture. Donc, voilà ce que je
7 voulais dire.

8 **ME EMILY HILL:** Merci. Hayley, avez-vous un commentaire sur
9 cette question?

10 **Mme HAYLEY CRICHTON :** Très rapidement, il est vrai qu'il y a un
11 besoin de changement de cadre, pour ce qui est de la prestation de service. J'allais
12 donner l'exemple de l'urgence qui peut arriver à 2 heures du matin, une personne qui
13 va appeler, et donc, selon le système qui existe, et donc ça serait SOS police.
14 Dépendamment de la disponibilité. Donc, c'est juste reconnaître le rôle de... de... de
15 changement de culture, qui, justement, peut changer les choses.

16 **ME EMILY HILL:** Merci. Donc, madame, monsieur les
17 commissaires, je vous donne à vous maintenant la parole, si vous avez des choses à
18 dire. On a un petit peu dépassé le temps. Juste quelques minutes pour vous entendre.

19 **COMMISSAIRE FITCH :** J'allais dire merci, je n'ai pas d'autres
20 questions pour aujourd'hui. Mais encore une fois, j'apprécie toutes vos idées. Et aussi
21 les papiers qui ont été présentés. Je suis sûre que c'est clair que pour aller loin, il est
22 question d'en sortir des recommandations. Donc, c'est un bon exercice, à tout point de
23 vue. Merci beaucoup.

24 **ME EMILY HILL :** Sheila, je pense que vous essayez de... vous
25 voulez dire...

26 **Mme SHEILA WILDEMAN :** Ah oui, je suis désolée, je voulais juste
27 corriger quelque chose que j'ai dit un petit peu plus tôt. Puisque c'est enregistré, en fait,
28 j'ai fait une déclaration pour ce qui est du nombre des audiences depuis qu'il y a eu

1 l'introduction du point 96, dans le Code pénal, en fait c'est 12, entre 2019 et 2021. Et je
2 dis, oui, je voulais juste clarifier ce point. C'était, en fait, une demande d'une réponse.
3 Je vous remercie pour ça.

4 **ME EMILY HILL:** D'accord, merci.

5 **COMMISSAIRE STANTON :** J'espère que vous m'entendez
6 maintenant, toutes mes excuses, j'ai entendu puis j'ai lu, j'ai entendu aussi les
7 interprètes, mais j'ai des problèmes de connexion Internet, et donc ma vidéo n'était pas
8 allumée. Mais je vous dis que je vous ai écouté très attentivement.

9 Harry, je n'ai pas vu de chapitres, peut-être qu'il y a longtemps que
10 vous avez envoyé l'article qui était dans le... l'ensemble.

11 Vous aviez mentionné, indiqué dans cette table ronde que vous
12 avez, que des conseils consultatifs ont... détiennent les mêmes pouvoirs. Est-ce que
13 vous parlez des conseils municipaux? Si vous voulez nous donner plus d'exemples à ce
14 sujet?

15 **M. HARRY CRITCHLEY:** Les conseils consultatifs recommandent
16 des points, je pense que maintenant, il y a la compréhension du fait que, il y a des
17 services qui ont été fournis par les forces de police municipale, pour ce qui est des
18 domaines relevant des juri... les lois de juridiction. Et qui sont en mesure d'appliquer
19 des politiques et toutes les directives.

20 Et donc je parlais de la différence pour ce qui est du travail de
21 conseils consultatifs et aussi celui de forces de police qui va porter sur les directives. Et
22 donc, c'est un domaine... il y a un besoin pour ce domaine tenant compte des politiques
23 et aussi pour fournir des exemples dans le papier, pour ce qui est de la gouvernance
24 efficace, il est question d'élaborer des politiques.

25 Aussi, j'insiste sur le point que les politiques et les normes sont
26 eux-mêmes... proviennent du gouvernement...

27 **INTERPRÈTE:** Inaudible à l'interprète.

28 **M. HARRY CRITCHLEY:** ...aussi que les lois sont faites par le

1 monde, par les législateurs, il y a des préoccupations au sujet de la mise en application
2 de certaines de ces politiques et j'apprécie qu'il y ait eu des règlements à ce sujet.

3 Mais une autre préoccupation aussi, c'est que la mise en
4 application soit disponible, soit accessible, soit transparente, et pour s'assurer qu'il y ait
5 ces politiques, il y a une seule force de police municipale qui est à Vancouver, qui est
6 au Canada, c'est la seule qui existe au Canada, et c'est une initiative sur laquelle mes
7 collègues ont travaillé, donc ce que je suggèrerais, c'est plus de transparence pour ce
8 qui est des normes publiques, pour ce qui est de l'élaboration de politiques.

9 **COMMISSAIRE STANTON:** Merci beaucoup. J'apprécie
10 énormément cela, tous ces exemples.

11 Merci à vous toutes et tous pour vos interventions d'aujourd'hui et
12 le processus a été de grande valeur pour nous. Merci beaucoup.

13 **COMMISSAIRE MacDONALD:** Je voudrais ajouter un grand merci
14 à vous tous. Avec la Commission, nous sommes tellement chanceux pour ceci. Les
15 gens se sont vraiment présentés pour nous aider. À chaque fois qu'on demande aux
16 gens de venir nous aider, c'est ce que vous avez fait. Plusieurs d'entre vous l'ont fait à
17 plusieurs reprises. C'est fort... nous en sommes reconnaissants. C'est clair pour nous
18 que vous avez beaucoup songé à ceci, vous avez bien préparé vos propos, vos
19 commentaires sont pratiques, intentionnés, des thématiques communes en matière de
20 collaboration et cohérence.

21 On nous a demandé avec audace de réimaginer la sécurité
22 publique et ce que vous avez dit correspond à cela et nous en sommes reconnaissants.
23 Nous sommes reconnaissants de vos travaux de tous les jours. Vous êtes tellement
24 consacrés à vos efforts, votre travail, et les intérêts importants que vous représentez.

25 Si je peux me permettre d'ajouter à votre travail, une fois qu'on va
26 porter nos recommandations enrichies par votre participation, on vous demanderait que
27 vous deveniez des champions et des... que vous vraiment... que vous préconisiez nos
28 recommandations et ça serait important pour nous tous d'assurer la sécurité de nos

1 collectivités. Pour moi, ça serait fort apprécié, et également aux noms des autres
2 commissaires.

3 Je serai ravi... je suis ravi de voir les hochements de tête autour de
4 la table virtuelle. Un grand merci.

5 Et je suis heureux de voir que Kristina Fifield du Centre d'Avalon
6 nous a rejoints, et comme Madame la commissaire Fitch, Madame Fifield, vous avez
7 une présentation pour nous, un rapport à présenter sur les aperçus du travail de
8 proximité avec les collectivités marginalisées, notamment avec les recommandations
9 potentielles. C'est mon grand plaisir de vous remercier de comparaitre encore une fois
10 et de présenter votre rapport lorsque vous serez prête. Merci.

11 **Mme KRISTINA FIFIELD:** Pouvez-vous m'entendre? Génial.

12 Je souhaite reconnaître que je suis à Mi'kmaki, territoire ancestral
13 et non cédé des peuples Mi'kmaq, et je veux juste remercier la Commission de me
14 permettre de venir ici pour présenter le travail qu'Avalon fait dans la collectivité avec les
15 individus qui ont été touchés par l'auteur des pertes massives.

16 Je veux vous offrir quelques détails avant de vous... afin de vous
17 présenter la structure du rapport et pourquoi sa structure est ainsi.

18 Ce rapport ne va pas ressembler à d'autres rapports, ça ne va pas
19 ressembler à un rapport commandé où il y a des documents précis en matière des
20 traumatismes et de la violence. Ça ressemble à des thématiques sur la violence fondée
21 sur le genre commise à l'endroit des personnes marginalisées, on va considérer
22 différents services pourquoi les individus... pourquoi il y a un silence autour de la
23 violence, des écarts en matière de services et les recommandations à l'avenir.

24 Je veux reconnaître que, pour les familles qui ont été les plus
25 touchées par les événements des pertes massives les 18 et 19 avril, que ce rapport sur
26 la violence fondée sur le genre, ça pourrait être... ça sera difficile à entendre pour les
27 familles et ça ne va peut-être pas être utile à vous tous, mais Avalon pense que ces
28 discussions sont nécessaires afin de donner lieu à des sécurités plus... à des

1 collectivités plus sécuritaires pour tous les individus dans notre province, et on continue
2 de penser et de prier pour vous tous.

3 Je veux également reconnaître que ce rapport va également fournir
4 des infos à Lisa Banfield et sa famille et je veux reconnaître que cela pourrait être
5 difficile à entendre et qu'Avalon pense également que ces voix des personnes
6 marginalisées qui ont vécu des formes de violence de la part de l'auteur sont
7 essentielles au travail de la Commission, et on continue de penser et de prier pour vous
8 et pour la santé et le bien-être à l'avenir.

9 Alors, pour les gens qui ne sont pas au courant de ce qui se passe
10 avec ce travail-ci, ce travail a eu lieu assez rapidement pour s'assurer que ces voix-là
11 n'étaient pas ratées dans le travail de la Commission.

12 Je veux reconnaître que nous n'avons pas pu rejoindre tous les
13 individus marginalisés et/ou racisés qui ont potentiellement été touchés par l'auteur et
14 que nous savons, en entendant au sujet de ce travail-là, il semblerait qu'il y en aurait
15 peut-être d'autres qui ne sont peut-être pas prêts à partager, mais nous voulons faire
16 savoir que nous serons là, Avalon sera là.

17 Si vous devez rejoindre quelqu'un pour les services, à la fin du
18 rapport il y a des renseignements sur nos services, et s'il y a des éléments
19 déclencheurs, ou pour d'autres survivants qui ont été touchés, sachez que nous
20 sommes là pour vous.

21 Alors, ce qui s'est passé, c'est que ce travail n'aurait pas pu avoir
22 lieu sans le travail de notre navigateur communautaire, j'en ai parlé auparavant, j'ai
23 parlé du travail de Shi, ce nouveau poste depuis deux ans ici à Avalon où Shi travaille
24 comme navigatrice dans les collectivités afro-néo-écossaises, et l'importance de ce rôle
25 et comment cela est un rôle essentiel afin de fournir une démarche de marches pour
26 créer davantage de voix pour les gens qui n'accèderaient pas d'habitude aux services
27 d'Avalon pour accéder à nos services. Alors, je veux reconnaître l'importance du travail
28 de Shi dans le travail. C'est une animatrice de ce travail-ci, alors je veux reconnaître

1 cela.

2 Alors, Avalon Sexual Assault Centre fait partie d'une coalition avec
3 LEAF et Wellness. Dans le cadre de notre participation avec cette enquête publique,
4 comme un fournisseur de services directs en matière de violence à caractère sexuel et
5 de harcèlement sexuel, et d'autres formes d'abus et d'oppression et de marginalisation,
6 nous avons senti qu'il y avait des écarts dans ce que nous percevions dans tout le
7 travail qui est réalisé et nous sentions... pensions que parce que nous avons des...
8 que nous connaissions des individus, des renseignements de certains individus avec
9 lesquels nous avons des liens, on voulait chercher à créer un espace sécuritaire afin
10 que les individus puissent tout d'abord se sentir qu'il y a un espace où on peut se
11 rassembler pour parler et que cela était reflété de nouveau à la Commission comme
12 votre équipe travaille vers l'élaboration de recommandations pour le rapport final.

13 Alors, notre proposition, ce à quoi ça ressemblait, c'est s'assurer
14 que la sécurité et la confidentialité, tenant compte des traumatismes, être responsable
15 du point de vue culturel, il y avait des espaces sécuritaires organisés dans la collectivité
16 et nous écoutions au besoin des individus qui cherchaient cet espace-là et ce à quoi ça
17 ressemblait pour eux.

18 Alors, il y a deux... quatre rassemblements, c'est une... on les voit,
19 ça se retrouve dans le rapport : Cole Harbour, Dartmouth Nord et Halifax North.
20 D'autres collectivités ont été identifiées où on doit faire ce genre de travail, précisément
21 en ce qui a trait à des individus qui ont été touchés par l'auteur en fonction des
22 rétroactions des survivants qui ont assisté à ces séances-là.

23 Alors, certains des membres... des personnes de la Commission
24 ont fait partie de ces réunions-là, je veux remercier le personnel de la Commission qui
25 se sont présentés, et comment on est arrivés à faire créer un espace sécuritaire,
26 comment tout le monde s'est présenté à ces réunions-là, et je pense que les gens
27 prennent un peu de recul pour vraiment écouter ce qui s'est passé et ce qu'on doit faire
28 à l'avenir.

1 Alors, les espaces qu'on a déterminés avec les animateurs, cela a
2 été déterminé avec les individus qui utilisaient ces espaces-là pour s'assurer qu'il
3 s'agissait vraiment d'un espace sécuritaire au sein de la collectivité. Souvent, il y a des
4 espaces qui ne sont pas sécuritaires pour certains individus, alors c'était fait avec soin,
5 avec nos animateurs, à la fois Shi et une autre personne pour que les gens se sentent
6 en sécurité en matière des emplacements des réunions.

7 Et on a fourni des renseignements aux individus sur l'option de
8 partager des renseignements avec la Commission, alors la personne de la Commission
9 ainsi qu'Avalon ont eu plusieurs discussions avec les individus, ils ont fourni des options
10 sur ce que les gens voulaient faire avec les renseignements. Si les gens voulaient
11 parler avec la Commission pour fournir des témoignages, on s'assurait que leur
12 confidentialité et leur sécurité étaient protégées et leur anonymat.

13 D'autres personnes voulaient être dans l'espace pour partager, ils
14 voulaient vraiment faire partie de ce qu'ils... de ce que ces personnes-là identifient et
15 les survivants identifient dans cet espace-là avaient identifiés comme des écarts
16 graves, des thématiques dominantes de normalisation de violence et le fait qu'on a
17 commis de la violence à l'endroit des membres de la collectivité.

18 Alors, je vais parler un peu précisément de certains des thèmes qui
19 sont... qui ont été exprimés par les individus qui avaient des expériences directes avec
20 l'auteur, et encore une fois, en fonction du travail que nous faisons ici à Avalon, dans
21 notre travail, on n'a pas besoin de tous les détails liés aux traumatismes, je veux
22 vraiment insister là-dessus. Je pense que tout au cours de cette enquête, cela
23 était...s'est présenté à plusieurs fois. Ma coalition avec LEAF et Wellness, on a fait du
24 travail avant que Lisa Banfield a fait son témoignage et le fait qu'on blâme la victime et
25 ce qui a été dit hier qu'une personne doit raconter tous les détails liés au traumatisme,
26 que ça soit aligné avec un rapport précédent la police, c'est pas comme cela... on ne
27 fonctionne pas comme ça ici. Cela pourrait être très nuisible parfois aux survivantes et
28 aux victimes qui ont vécu des traumatismes, c'est pourquoi nous n'avons pas parlé de

1 tous les détails spécifiques aux traumatismes.

2 Une thématique commune identifiée par tous les individus, qu'ils
3 aient assisté à toutes les réunions d'engagement ou un ou deux ou trois, c'était que
4 l'auteur des événements des pertes massives était bien connu parmi plusieurs
5 communautés afro-néo-écossaises et que le privilège de l'auteur dans son rôle en tant
6 que denturologiste blanc a permis de continuer que des violences se produisent et que
7 cette violence souvent prend l'avantage d'un individu qui était vulnérable et marginalisé.

8 Une citation d'une des femmes qui assistaient, c'est que « on savait
9 qu'il exploitait les femmes racisées ». Il y a plusieurs citations, je ne vais pas toutes les
10 présenter, mais dans le rapport, il y a beaucoup de renseignements que je pense
11 montrent ce qui s'est passé dans notre communauté afro-néo-écossaise en ce qui a trait à
12 la violence.

13 L'autre thématique, c'était... lors des réunions, c'était que tous les
14 participants ont partagé, lorsqu'on interagissait avec l'auteur, il s'est présenté avec
15 beaucoup de confiance, il se vantait de pouvoir fournir des services dentaires à un coût
16 réduit, et lorsque les individus ne pouvaient pas payer le plein coût des services
17 dentaires qu'il avait fournis, l'auteur – et c'était connu – qu'il faisait de l'exploitation
18 sexuelle de ceux qui cherchaient ses services. Il avait une réputation d'échanger dans
19 certaines situations avec certains individus qui ont assisté à nos séances du travail
20 dentaire contre des relations sexuelles.

21 L'auteur a fait des commentaires à caractère sexuel à des clientes
22 marginalisées qui visitaient sa clinique et certains individus savaient qu'il avait traversé
23 des frontières professionnelles, qu'il avait brimé son Code de déontologie, qu'il avait
24 abusé sa position de pouvoir à l'endroit des personnes vulnérables et marginalisées au
25 sein des collectivités où il s'engageait.

26 Je veux quand même souligner un des documents fondamentaux, il
27 y a des éléments importants, je l'ai repassé, j'ai déjà vu ceci, mais en faisant ce travail-
28 ci, je l'ai lu plus tôt et j'ai plusieurs thématiques qui émergent documentées dans le

1 document fondamental, et c'est le document fondamental de « La violence de l'auteur à
2 l'endroit de autres ». La thématique de ce qui a été divulgué lors de nos réunions avec
3 les survivantes qui ont été touchées par les actions de l'auteur, ayant relu ce document-
4 là, cela a souligné des thématiques communes qu'il faisait, pas juste avec les femmes,
5 mais d'autres individus avec lesquels il avait une certaine relation. Ça indique l'étendue
6 du niveau de violence dont usait l'auteur, et ce, pendant une longue période.

7 Il y avait également une thématique, je pense que c'est important
8 au niveau des recommandations pour chercher à déterminer comment cela s'est
9 produit, une chose qu'on a dite régulièrement, c'est que la province a fourni des fonds à
10 des individus qui recevaient de l'aide en matière de remplacement de revenus et je ne
11 suis pas certaine de leur nature, ça semble être des subventions. Il n'y avait peut-être
12 pas un contrat directement avec lui, mais c'est un individu qui pouvait facturer la
13 province lorsque les individus venaient et qu'ils recevaient du bien-être social ou des
14 allocations en matière d'invalidité.

15 Une chose qui a été soulignée, lorsque les gens reçoivent des
16 devis pour les services, souvent on demande aux individus d'obtenir trois devis, et
17 l'auteur, dans ces situations-ci, fournissait un service à un cout réduit comparé à
18 d'autres fournisseurs, et cela était partagé que des individus sentaient que DCS, que le
19 ministère de Services communautaires aurait bien vérifié les compétences des
20 personnes qui pourraient fournir ces services-là. Et je vais en parler davantage à la fin,
21 une fois qu'on se met à parler des recommandations. On a appris que l'auteur prenait
22 avantage, encourageait des individus marginalisés et racisés de faire enlever leurs
23 dents, afin qu'il puisse leur donner une bouche pleine de belles dents. Il encourageait
24 également ceux qui recevaient le bien-être social de renvoyer leurs amis et leur famille à
25 la clinique il leur fournirait avec une rémunération en argent comptant comme un
26 incitatif. Et l'auteur également, se vantait de ses tarifs très bas.

27 Nos constats de l'engagement avec les individus qui ont assisté, il
28 semblait que le bureau dentaire à Halifax, c'est un endroit où une bonne partie de la

1 violence sexuelle avait lieu, les individus savaient, connaissait le bureau de Dartmouth,
2 il semblerait que davantage d'activités avaient lieu au bureau d'Halifax. C'est quand
3 même à souligner.

4 Certains individus se sont identifiés comme des travailleurs du sexe
5 qui ont été directement impliqués avec l'individu, mais qui avait également partagé
6 qu'étant donné ce qu'ils voyaient avec lui, qu'ils avaient peur de lui, ils ont arrêté de
7 s'engager auprès de lui, étant donné certaines choses qui se passait au niveau de la
8 violence et sa colère et son niveau d'agressivité.

9 Je vais maintenant passer à qu'est-ce que les individus pensaient
10 que votre équipe sait au sujet de violences qui se passait dans les collectivités racisées
11 et ce qui était important au fur et à mesure que la Commission fait des progrès, mais
12 également que la province fasse les efforts pour aborder la violence fondée sur le
13 genre. Il y a plusieurs discussions quant au travail de la Commission au sujet d'une
14 normalisation de la violence et cela a été renforcé par notre travail avec les survivantes
15 en matière de normalisation qui est... qui devient une chose à l'interne d'une personne
16 dès un jeune âge. La violence sexuelle à l'endroit des jeunes garçons et filles et
17 souvent ce n'est pas vu comme une forme de violence, mais plutôt un droit des
18 hommes.

19 Il y a deux individus qui ont examiné le rapport, qui ont assisté aux
20 réunions, les réunions d'engagement, les espaces sécuritaires et ils voulaient que je
21 partage c'est quelque chose que pour eux, serait très important pour le travail de la
22 Commission, mais qui doit être déclaré. Il y a beaucoup d'inceste qui arrive dans les
23 communautés marginalisées et lorsque les personnes en parlent, ils sont empêchés par
24 des membres de famille de la communauté et il y a souvent des représailles dans ce
25 sujet. Mais lorsqu'on... c'est-à-dire, en continuant à penser aux origines du racisme
26 systémique, quel domaine qui exige que l'on s'y attarde le plus à l'avenir, il doit y avoir
27 un accent qui doit être mis parce que nous avons besoin de commencer à en parler.
28 Parce que ce n'est pas sécurisé d'en parler. Et il est très important que vous sachiez

1 combien c'est dur pour eux de vivre dans des communautés, des petites communautés,
2 des communautés afro-néo-écossaises qui soient en mesure d'en parler sans être
3 rejeté ou empêché de parler.

4 Je crois que certains... certaines citations qui ont resurgi, les
5 violences... c'est-à-dire, la violence qui a eu lieu en... dans la maison doit rester à la
6 maison. J'ai dû garder cela, je ne savais rien de l'abus des enfants. Il y a un grand
7 silence dans les... chez la communauté noire et des conversations pareilles, ce n'est
8 pas très sécurisé et ce qu'il en est c'est que les personnes ne se sentent pas à l'aise là
9 où elles vivent et dans des petites communautés, dans des communautés rurales, dans
10 des communautés autochtones, ils ressentent qu'ils ne sont pas... c'est-à-dire qu'ils
11 sont victimes des membres de leurs familles et de leurs communautés, ce qui les mets
12 dans des situations au sein de communautés petites. Le fait qu'ils sont rejetés, ce qui
13 laisse plus de place à l'agression et à la violence à leur rencontre et encore une fois, il y
14 a un silence qui en résulte, et lorsqu'on a des membres de la famille ou des amis qui
15 sont des personnes avec... par lesquelles on peut transmettre ce message, il est
16 encore plus dur, on a besoin de reconnaître que pour les personnes racisées, que ça...
17 ça a fait beaucoup de mal à des survivants, mais c'est encore plus dur lorsque ces
18 personnes non seulement ont été victimes, mais elles ont été rejetées par leurs propres
19 familles, par leurs propres communautés et comment, c'est-à-dire, tout ça les isole
20 encore plus, et fait qu'ils ne se sentent pas sécurisés, ce qui laisse plus de place et de
21 temps à la violence.

22 **Mme SHEILA WILDEMAN:** Un autre domaine qui a été identifié
23 dans le cadre de notre travail.

24 **Mme KRISTINA FIFIELD:** Et donc, les... la violence qui a lieu dans
25 les communautés noires et autochtones, il y a la traite de jeunes personnes, il y a de la
26 violence dans les salles de classe et on ne peut pas justement, parler de toute cette
27 violence qui se présente, qui existe dans les écoles. Et les ressources aussi, noires,
28 dont le besoin unique des enfants, c'est qu'ils ont été touchés, il y a eu un impact, des

1 répercussions sur des générations entières. Et ça, lorsque les personnes réagissent
2 dans les écoles et dont leurs attentes ne sont pas satisfaites par les enseignants pour
3 ce qui est... ou les directeurs que... (inaudible à l'interprète)...

4 Ensuite, je voudrais vraiment insister sur, je sais qu'il est important,
5 il est vital pour ces personnes de justement, pour cet historique de violence, qui est
6 utilisé aussi par la police et donc, lorsque ça provient de la police, et ça, ça fait partie
7 aussi d'une recommandation. Et ces personnes, les besoins de ces gens constituent,
8 ont des options pour ce qui est des afro-néo-écossais et les communautés... les
9 communautés afro-néo-écossaises et les communautés autochtones pour soutenir les
10 survivants de ces problèmes, de sorte à ce qu'ils se sentent en sécurité.

11 Un autre thème une autre fois, au sujet du manque de personnel
12 inclusif au sein de la police, aussi dans les services sociaux, le manque de *leadership*
13 aussi. La diversité des personnes et aussi, à la fin de ces notes, ces conversations ont
14 resurgi, ça a été un thème qui revenait souvent qui, lorsque des organismes comme la
15 police ou tout prestataire de service, lorsqu'ils ont... leur personnel se résume en une
16 seule personne qui doit justement se rendre utile à la communauté, qui sont placés au
17 sein de la communauté pour travailler, comment la communauté travaille avec cette
18 personne. Parce que souvent elles ne sont pas soutenues, les membres c'est-à-dire
19 des communautés ne sont pas soutenues. La personne elle est dépassée, celle qui est
20 sensée leur fournir des services et aussi pour répondre à tous leurs besoins qui sont
21 particuliers à eux. Lorsqu'on voit toute la violence basée sur le genre pour laquelle des
22 services sont fournis, je pense qu'on a appris pour les attentes pour cela. À Cap-Breton
23 par exemple, Heidi qui a dit qu'il n'y a pas de séparation. Donc, pour pas mal d'entre
24 nous, on fait ce travail et il n'y a pas de séparation entre le travail et la communauté,
25 mais lorsqu'il est question de travailleurs autochtones, et afro-néo-écossais, qui
26 travaillent au sein de leur communauté même, eux-mêmes qui sont passés par... ou qui
27 ont vécu ces expériences, ça rend les choses beaucoup plus difficiles pour ces
28 personnes. Et souvent, les personnes ne sont pas référées à ces personnes.

1 Et on devrait se préoccuper pour cela, pour ce qui est d'assumer
2 ces rôles, mais aussi que certains membres des communautés, et c'est vraiment pour
3 ce qui est d'établir un cadre bien sûr, qui fait qu'ils ne vont pas réussir, ça va échouer
4 pour ce qui est des membres afro-néo-écossais et autochtones. Donc qui manque de
5 personnel.

6 Ensuite, pour ce qui est des services, comment ils sont financés
7 aussi. La plupart de nos services, la plupart de notre financement, sont restreints. La
8 plupart, pas mal de nos services, on en a déjà parlé dans le cadre du travail de la
9 Commission, ça ne marche pas pour toutes les personnes qui ont des expériences,
10 parce qu'il y a beaucoup de racisme, il y a beaucoup de violence, nous avons besoin de
11 trouver des façons de financer, de sorte à ce qu'il y ait des alternatives pour ce qui est
12 de la prestation des services.

13 Lorsqu'on s'arrête, lorsqu'il est question de recommandations,
14 avant cela, est-ce qu'il y a des questions avant que je ne passe aux recommandations ?

15 **COMMISSAIRE MacDONALD:** Je n'en ai pas, merci beaucoup.

16 **COMMISSAIRE FITCH:** Même chose ici, Kristina, merci j'ai écouté
17 attentivement.

18 **COMMISSAIRE STANTON:** La même chose pour moi, je vous prie
19 de continuer.

20 **Mme KRISTINA FIFIELD:** Nous encourageons tout le monde de
21 faire usage de ce rapport, c'est-à-dire je peux parler de cela pour refléter les thèmes les
22 plus importants et comment ça fonctionne, mais je pense aussi que tous les thèmes ont
23 été reflétés dans ce rapport qui va aider à mieux comprendre, à reconnaître qu'est-ce
24 qu'il y a lieu... qu'est-ce qu'il y a lieu de faire ici. Donc certaines de ces
25 recommandations, des recommandations... la province doit être responsable pour
26 introduire un programme de cours dans nos écoles, dans notre système scolaire. Il est
27 question de mettre l'accent sur l'exploitation sexuelle, sur la traite aussi, sans
28 consentement, des services de prévention doivent être visibles, transparents et qu'on

1 peut, pour répondre tout au processus qui se trouve en ligne, qui est à la portée du
2 public. Aussi, il est question de code d'éthique, de normes, de pratiques avec
3 l'enregistrement disponible et visible à toutes les personnes qui utilisent leurs services,
4 toutes les pratiques priv... c'est-à-dire les professionnels de pratiques privées devraient
5 être... ils devraient être... devraient répondre à l'obligation de discuter de leur code
6 d'éthique de conduite et de processus de plainte. Donc ça a été établi par un certain
7 nombre de personnes qui ont assisté, qui ont été sur les lieux, qui ont vécu cela,
8 lorsqu'ils se présentent dans des cabinets de médecins, ou chez le dentiste ou, vous
9 savez, dans un autre cadre de service de conseils ou autre, souvent, très souvent
10 même, ce qu'ils voient c'est que, c'est comment ils doivent agir. Et ils voient une sorte
11 de code de conduite dont ils ont besoin, mais ils entendent parler de cela, mais ils ne
12 voient aucune transparence, ils ne voient rien de visible si je vis du ha... si je suis
13 victime de harcèlement, je suis blessé ou je vis des choses pareilles, ils disent donc ici
14 comme client, ou comme patient, on dit : « Comment je dois me débrouiller pour
15 naviguer dans cela ? Comment je dois traiter cela ? »

16 Souvent, les gens ne réalisent pas que ce sont des organismes
17 régulateurs qui aussi, peuvent toucher les personnes qui sont dans la pratique ou qui
18 peuvent travailler dans des organismes à but non lucratif ou dans le cadre de la santé
19 de la Nouvelle-Écosse. Donc ça peut être des processus séparés qui arrivent dans...
20 donc des situations dont on vient de parler, vous savez la GRC, la police, pendant les
21 deux dernières semaines et il y a très peu de transparence lorsque les personnes sont
22 là et ils se présentent au service de police. Pas seulement d'organisation en général,
23 mais des personnes qui pratique et il devrait y avoir toute une transparence dans cela,
24 que les personnes ont déterminées que pour se sentir en sécurité comme étant des
25 patients marginalisés, noirs, pour qu'ils sachent qu'il y a quelque chose qui s'est passé,
26 qu'il y a un chemin à parcourir, qu'il y a une façon, un cheminement d'enregistrer tout
27 ça, et que, aucun écart de code de conduite ne sera toléré, de sorte à ce qu'ils puissent
28 se sentir en sécurité lorsqu'ils ont affaire à des professionnels, lorsqu'ils sont dans des

1 endroits fermés dans un cabinet médical ou autre. Et ça, c'est très important.

2 Je sais qu'en entendant par-ci et par-là, c'est-à-dire, des personnes
3 de part et d'autre, qui ont... qui communiquent cela, je sais qu'il est question, donc il est
4 question de trouver des solutions pour ça lorsqu'il est question de parler de
5 transparence. Et que, aussi entre autres, la transparence au sein de la police, pour ce
6 qui est aussi des plaintes lorsqu'il est question d'en finir avec la violence, il doit y avoir
7 de la transparence au sein de ces organismes. Et dans tous les autres services. La
8 province doit mettre en œuvre un programme de rapport de tierce partie et ça, ça arrive
9 tout le temps pour les survivants et les victimes, en particulier ceux de... celles de la...
10 de violence sexuelle, en particulier lorsqu'ils se présentent à la police pour dénoncer
11 une agression sexuelle, souvent il n'y a pas de preuve, souvent on ne les croit pas,
12 souvent les gens essaient de prendre conscience de cela, et tous ces différents
13 messages que les personnes reçoivent lorsqu'elles échangent des propos, ou
14 lorsqu'elles essaient de rapporter, ou de se présenter et de rapporter à ces organismes
15 secondaires le traumatisme qui a lieu et la trahison institutionnelle. On parle de cela
16 dans le rapport, donc j'encourage énormément les personnes à lire cela et donc, il est
17 question de besoins de personnes qui, lorsqu'il est question de personnes qui se
18 présentent et qu'ils doivent s'imaginer qu'est-ce qui se passe et qu'ils s'assurent que les
19 personnes qui font... qui manipulent la divulgation de ce que les personnes qui se
20 présentent à elles, qui demandent leurs services, font preuve de discrétion. Et il devrait
21 y avoir aussi plusieurs services pour les auteurs de violence. Les personnes ont aussi
22 partagé le besoin, ont exprimé le besoin que ce n'est pas tout le monde qui voudrait
23 quitter son partenaire ou sa partenaire, ce n'est pas tout le monde. En fait, ce qu'ils
24 veulent, ils veulent, ils aspirent à ce que leur communauté et leurs membres soient en
25 santé. Donc ce qui est très important, c'est que je peux vous dire ça par rapport au
26 travail sur la violence qui a été fait. Et aussi, que les communautés afro-néo-écossaises
27 qui ont déterminé que c'est une obligation qu'il faut absolument que ça soit pris en
28 considération, qu'il y ait des militants, qu'il y ait des personnes qui vont aider à pouvoir

1 savoir naviguer dans ces systèmes, tout en assurant sa protection. Et vraiment être en
2 mesure d'aider les personnes qui ont vraiment été écartées. Et lorsqu'il est question à
3 ces personnes de se présenter pour qu'ils fassent preuve de responsabilité, il y a un
4 espèce de témoin, essayer de les aider, d'aider les survivants. Les aider justement, à
5 faire porter leur voix, à savoir c'est quoi leurs besoins et à savoir aussi naviguer au sein
6 de ce système. Et donc, continuer à... sinon ça va continuer à faire beaucoup de mal
7 au sein de beaucoup d'organismes. Et si on tient compte de toutes les personnes qui
8 vivent des expériences du genre.

9 Et je pense que le plus important, vous savez lorsqu'on parle, je
10 pense qu'on a besoin de réfléchir à deux fois. Il n'est pas question de juste des
11 subventions qui ont lieu au sein de la province, que ce soit financé par la province ou
12 autre, il doit y avoir des présélections au niveau provincial lorsqu'il est question de
13 fournir des subventions, en particulier à l'égard des personnes vulnérables. Je pense
14 qu'on a besoin de faire plus de choses avec les organismes régulatoires pour ce qui est
15 du document de base, lorsqu'il était question de violence. Et je pense que ce document
16 parle vraiment de ce qui se passe ici, tout comme les personnes qui travaillait avec,
17 comment justement le contrôle et la responsabilité qui soit appropriée, combien est
18 important le rôle, en particulier lorsqu'il est question de prestations de services à la
19 communauté. Il y avait des gens qui en parlaient et il y a en fait beaucoup de
20 communications, des gens parlent, mais rien n'a été fait. Donc comment ces personnes
21 qui sont racisées, qui sont marginalisées, qui voit ce genre de chose se passer, ils se
22 disent comment, pourquoi je vais avancer, pourquoi je vais... pourquoi il y a des
23 représailles à l'encontre des personnes lorsqu'il se passe des choses. Et pas mal de
24 personnes qui sont en position de pouvoir, qui, je dirais, qui sont ou manipulées ou
25 qu'ils n'ont pas vu, ou ne voyaient pas qu'il y avait des violences et de voir la gravité de
26 ces violences justement qui ont cours.

27 Et donc, ça a été indiqué dans tout le rapport qui a été élaboré par
28 la Commission. Donc il doit y avoir plus de contrôle, il doit y avoir plus de contrôle à des

1 points connexes à des... lorsque les... il y a... il est question de financer, lorsqu'il est
2 question de subvention, il est question de voir cela de plus près. Et je vois comme cela,
3 être fait... je pense que c'est vraiment un point à aborder. Et aussi le drapeau rouge
4 pour ce qui est de la prestation de service et l'abus des clients qui en ont besoin.

5 Les prédateurs trouvent des occasions, et quand ils offrent des
6 services à des personnes marginalisées, la province ne devrait pas accepter la...
7 plus... la plus basse soumission. Cela devrait être un signal d'alerte, quand la personne
8 offre une très... une soumission très peu coûteuse. Il faudrait aussi chercher donc tous
9 ces signal d'alerte... signaux d'alerte chez les professionnels qui offrent des services.
10 Ça, c'est quelque chose que je dois ajouter. Il y a beaucoup d'autres aspects émanant
11 de leur travail sur le définancement, sur le transfert des services de la police à d'autres
12 organismes communautaires pour les gens qui ne font pas... qui n'ont pas confiance en
13 la police. Ces gens n'ont pas de confiance parce qu'ils voient la répétition de situation
14 où la violence est exercée. Ce qu'on... exercée contre leur communauté.

15 Notre coalition va donc en dire davantage dans nos
16 recommandations, mais il y a encore, il y en a encore dans le rapport. Je vous incite,
17 vous les Commissaires, à vous y attarder et à voir... en voir le lien avec les autres
18 échanges. Merci.

19 **(COURTE PAUSE)**

20 **COMMISSAIRE STANTON:** Merci beaucoup, Kristina. Nous vous
21 avons écouté avec... attentivement. On va lire le rapport, si ce n'est pas déjà fait, et
22 nous allons explorer toutes ces missions qui nous auront été confiées par les
23 participants. Nous apprécions votre présentation et le travail que vous avez effectué
24 pour pouvoir soumettre ce rapport instructif.

25 Je dois aussi reconnaître un membre de notre équipe de recherche
26 et de politique, qui a travaillé sur ce projet. C'est un aspect important du travail, que
27 d'élever ces voix. Je veux remercier aussi Me Emily Hill et aussi Gillian Hnatiw d'avoir
28 organisé cette consultation, la dernière consultation avec des participants. Nous

1 apprécions toutes les contributions des participants. Souvenez-vous, membres du
2 public, que vous avez encore deux semaines pour partager vos idées avec nous, vous
3 pouvez le faire sur le site web. Vous pouvez donc nous envoyer des représentations
4 pour en savoir davantage, rendez-vous sur notre site « Masscasualty.ca » [sic].

5 Nous serons de retour au Glengarry Best Western à Truro pour la
6 dernière semaine. Nous allons écouter les représentations des participants. Encore une
7 fois merci. Même si nous sommes sur la plateforme virtuelle aujourd'hui, nous serons
8 de retour en présentiel la semaine prochaine le jour férié qui a été déclaré pour lundi fait
9 en sorte que nous nous verrons mardi. Merci encore.

10 --- **L'audience est en pause à 17 h 26**

11

12

CERTIFICATION

13

14 I, Nadia Rainville, a certified court reporter, hereby certify the foregoing pages to be an
15 accurate transcription of the French interpretation of the hearing to the best of my skill
16 and ability, and I so swear.

17

18 Je, Nadia Rainville, une sténographe officiel, certifie que les pages ci-hauts sont une
19 transcription conforme à l'interprétation française de l'audience au meilleur de mes
20 capacités, et je le jure.

21

22



23

Nadia Rainville